

UNE RESPONSABILITÉ COLLECTIVE

PLAN D'ACTION POUR LA FRANCOPHONIE À L'UNIVERSITÉ D'OTTAWA



Linda Cardinal

Chargée de mission à la francophonie, Cabinet du recteur

Professeure, École d'études politiques

Titulaire de la Chaire de recherche sur la francophonie et les politiques publiques

Université d'Ottawa



uOttawa

SOMMAIRE

Le présent rapport propose une analyse de la situation de la francophonie à l'Université d'Ottawa ainsi qu'un plan d'action pour l'institution dans son ensemble. Son but principal est d'identifier les moyens dont l'Université dispose et ceux dont elle devrait se doter pour qu'elle puisse continuer à s'acquitter de son mandat francophone tel que consigné dans sa loi constitutive et en 2015 lors de la désignation partielle de l'Université en vertu de la *Loi sur les services en français de l'Ontario*.

L'Université d'Ottawa est une grande université et la plus vieille institution bilingue en Amérique du nord. Afin de maintenir et de bonifier son caractère bilingue, le rapport montre que l'Université doit mieux coordonner son action et l'évaluer de façon régulière afin de s'assurer que sa priorité stratégique qu'est la francophonie soit réellement prise en compte dans l'ensemble de ses activités. L'Université doit formaliser son action et institutionnaliser davantage la francophonie au sein de sa structure de gouvernance afin d'assurer la pérennité du fait français sur le campus et de voir à son épanouissement.

Le rapport propose une approche de type institutionnelle. Il est guidé par l'idée selon laquelle l'Université d'Ottawa est un espace de vie intellectuelle au sein duquel l'ensemble des membres de la communauté universitaire doit pouvoir vivre une expérience unique au sein d'espaces où ils seront appelés à se dépasser et à s'épanouir grâce à une formation et un accès aux savoirs en français comme en anglais. Ces espaces doivent toutefois être aménagés sans mettre en péril le caractère francophone, bilingue et pluriculturel de l'institution. L'Université ne peut pas être soumise à la seule loi du marché.

La francophonie à l'Université d'Ottawa exige la mise en place de conditions institutionnelles favorables au dialogue entre les langues et les cultures, soit par le moyen d'un recrutement plus ciblé d'étudiants des milieux francophones et francophiles, de nouveaux programmes pour répondre à leurs besoins, des stratégies de recherche qui valorisent la production des savoirs en français et d'une plus grande visibilité de la vie en français sur le campus. À cette fin, le plan comprend des actions structurantes et des activités particulières. Le résultat attendu est une plus grande institutionnalisation de la francophonie au sein de l'institution et une responsabilisation accrue de l'Université envers son mandat francophone.

Le rapport s'adresse au Recteur, au comité d'administration et à l'ensemble de la communauté universitaire. Un horizon de trois ans devrait suffire à mettre en place l'ensemble des actions proposées dans le plan. Il est proposé de mandater un dirigeant principal à la francophonie et aux services en français afin de mettre en œuvre le plan. Par ailleurs, la francophonie est une responsabilité collective qui ne doit pas reposer uniquement sur la volonté de quelques individus au sein de l'institution. Le rapport a également été rédigé afin d'informer et de susciter une réflexion collective sur l'avenir du fait français à l'Université d'Ottawa. Tant les facultés, les départements, les instituts et les centres de recherche que les services administratifs devraient se sentir interpellés par ce plan.

PRINCIPES DIRECTEURS, OBJECTIFS ET ACTIONS PROPOSÉES

Principes directeurs

L'Université d'Ottawa est la plus vieille université bilingue en Amérique du Nord et un espace de vie intellectuelle en français depuis sa fondation

La francophonie est un levier important dans le positionnement de l'Université d'Ottawa sur la scène ontarienne, canadienne et internationale

La francophonie et le bilinguisme sont des vecteurs d'enrichissement pour l'ensemble de la communauté universitaire

L'Université d'Ottawa affirme son engagement indéfectible envers le dialogue des langues et des cultures et plus largement au sein du monde francophone

Objectif 1

La gouvernance de la francophonie à l'Université d'Ottawa

Actions structurantes

- Spécifier les rôles et les responsabilités de l'ensemble de la haute administration à l'égard de la francophonie
- Mettre en place un réseau interfacultaire de champions pour la francophonie dans une perspective inclusive de toute la communauté universitaire
- Mettre en place un mécanisme horizontal de concertation des employés administratifs qui ont un rôle clé dans les opérations touchant la francophonie
- Redéfinir le mandat de la Commission permanente des affaires francophones et des langues officielles, son lien d'imputabilité, ses attributions et sa membriété
- Transformer la Table de concertation université et communauté francophone en un Comité consultatif du recteur sur la francophonie
- Octroyer les ressources et confier le mandat à un Dirigeant principal de la francophonie et des services en français de porter la vision de l'Université pour la francophonie et la mise en œuvre du plan d'action
- Concevoir une lentille francophone qui s'appliquera à l'ensemble des opérations de l'Université

Action particulière

- Mettre à jour le rôle d'appui administratif à la Commission permanente de l'agent principal des politiques linguistiques

Objectif 2

Renforcer la présence et le rayonnement de la francophonie sur le campus

Actions structurantes

- Créer et mettre en place un mécanisme permanent de concertation des étudiants avec la vice-provost aux affaires académiques et la vice-provost aux études supérieures et postdoctorales afin de poursuivre le dialogue sur la qualité de l'offre de cours, les horaires, les outils pédagogiques et tout autre sujet important pour la qualité de leur expérience étudiante en français
- Mobiliser les parties prenantes, concevoir et mettre en place une stratégie globale et intégrée de développement et de gestion des effectifs pour le recrutement, le succès scolaire, l'offre de cours appropriée et la revitalisation des programmes en français, tant au 1^{er} cycle qu'aux études supérieures, dont une nouvelle stratégie de bourses pour le recrutement des étudiants francophones
- Créer un groupe de recherche appliquée sur le développement et la gestion des effectifs francophones
- Revoir la gouvernance du Carrefour francophone et lui allouer des ressources plus conséquentes pour faire rayonner le français sur le campus, incluant dans le cadre des activités de recrutement et d'accueil. Entre autres, octroyer les ressources nécessaires pour que le Carrefour francophone puisse publiciser à plus grande échelle ses événements dans la *Gazette*, le magazine pour étudiants le *Gee*, de même que dans les médias sociaux et le site internet de l'Université
- Renouveler le programme des chaires sur la francophonie tel que proposé dans le rapport du Comité de travail du vice-recteur aux études et du vice-recteur à la recherche
- Mettre sur pied un comité consultatif externe sur les chaires de la francophonie
- Travailler de concert avec les organismes de recherche au Canada et les organisations internationales, dont l'Agence universitaire de la Francophonie et l'Association des collèges et universités de la francophonie canadienne en vue de l'élaboration d'une stratégie de valorisation de la production des savoirs en français

Actions particulières

- Améliorer les outils pédagogiques de l'Université, dont les formulaires dans les interfaces uoCampus et Campus virtuel afin de compléter leur francisation
- Fournir des outils de formation aux employés, professeurs et étudiants de l'Université d'Ottawa sur la francophonie et les langues officielles, et de façon plus particulière, sur les obligations créées par les lois linguistiques et les règlements en vigueur au sein de l'institution

- Octroyer les ressources nécessaires pour créer un programme de publication de manuels universitaires en français en collaboration avec des éditeurs francophones incluant les Presses de l'Université d'Ottawa
- Garantir que les étudiants puissent avoir accès à un choix de cours en français diversifié et à des horaires raisonnables
- Étendre le régime d'immersion aux études supérieures
- Évaluer l'impact de la désignation partielle de l'Université d'Ottawa en vertu de la *Loi sur les services en français de l'Ontario* sur l'offre de programmes, de cours au 1^{er} cycle, et de services en français aux étudiants
- Étudier la possibilité de faire désigner les programmes aux études supérieures en vertu de la *Loi sur les services en français de l'Ontario*
- Proposer des actions en vue de l'amélioration continue des services en français sur le campus. Entre autres, préciser comment la francophonie est ou devrait être une priorité dans les plans de services, les objectifs annuels du personnel administratif et la reddition de compte
- Faire un état des lieux des exigences de bilinguisme imposées aux professeurs lors de leur embauche et de l'octroi des promotions. Proposer des actions correctrices, le cas échéant
- Octroyer les ressources pour que le Carrefour francophone, le Régime d'immersion, le Bureau international et l'Institut des langues officielles et du bilinguisme puissent collaborer et organiser conjointement des activités auprès des étudiants francophiles et internationaux afin de leur faire découvrir la culture francophone sur le campus et dans la région et leur donner l'occasion de vivre en français
- Créer un fonds spécial afin de susciter la création de nouveaux centres de recherche en français et pour susciter des activités en français dans les centres et les instituts de recherche qui ne fonctionnent qu'en anglais
- Confier à une personne au vice-rectorat à la recherche le mandat de travailler en appui aux centres et instituts de recherche sur le plan de la logistique et la préparation de leurs demandes de financement externes
- Diffuser de façon régulière les résultats et innovations dans le domaine de la recherche en français et sur la francophonie dans le cadre de la revue *Perspective*
- Offrir aux membres du corps professoral des outils d'édition afin de leur permettre de publier dans l'autre langue officielle et financer les droits d'accès libre aux publications en français

- Garantir que les publications en français sont prises en compte lors de l'évaluation des embauches et des promotions des professeurs.

Objectif 3

Mieux communiquer la mission francophone de l'Université d'Ottawa

Actions structurantes

- Mettre en place une équipe francophone au sein du vice-rectorat aux relations extérieures et lui confier le mandat de revoir le message de l'Université d'Ottawa sur la francophonie pour qu'il soit plus porteur, dynamique et mobilisateur, tant visuellement que textuellement
- Revoir les façons de faire à la Direction générale des communications ainsi que dans les services de communications et de marketing des facultés afin de mieux communiquer la mission francophone de l'Université à leurs différents publics

Actions particulières

- Inclure un volet sur la francophonie dans les veilles médiatiques des mentions et des interventions de l'Université, de ses représentants et de ses professeurs et s'assurer qu'elles soient répertoriées de façon systématique
- Accroître la qualité du français dans le site internet de l'Université par le moyen d'une révision soutenue et en continu
- Bilinguiser les adresses officielles de l'Université dans les réseaux sociaux et ses messages envoyés dans la twittosphère
- Insérer une section dans la *Gazette* sur les nouvelles, les recherches et les événements portant spécifiquement sur la francophonie sur le campus
- Mettre en valeur la page internet de l'Université sur la francophonie et la rendre plus accessible à ses différents publics
- Garantir l'organisation d'activités de haut niveau tant en français qu'en anglais pour les diplômés
- Solliciter des propositions de financement d'activités en français dans le cadre du Forum Alex-Trebek pour le dialogue
- Identifier des donateurs pour créer un fonds consacré à l'organisation d'activités ciblées sur le thème du dialogue des langues et des cultures au sein des mondes francophones.

- Confier à une personne au vice-rectorat aux relations extérieures le mandat d'appuyer la direction des centres et instituts pour la rédaction, la diffusion et la traduction de leurs outils de communication.

REMERCIEMENTS

Le rapport a été réalisé grâce à l'appui de nombreuses personnes que je remercie très sincèrement de leur collaboration tout au long de ce travail. Je tiens à remercier de façon toute particulière les personnes qui ont accepté de participer aux consultations. Ces personnes m'ont fait bénéficier de leur expérience et m'ont permis de mener à bien les analyses proposées dans le rapport. Les rencontres ont aussi donné lieu à des échanges de très grande qualité, qui ont été déterminants lors de la formulation des propositions d'action.

La préparation du rapport a aussi été possible grâce à l'engagement continu de nombreuses personnes au sein des services de l'Université. C'est avec enthousiasme et célérité qu'elles ont répondu à mes nombreuses demandes d'informations. Je demeure toutefois responsable de toute erreur ou omission.

Je remercie également les membres du Groupe de travail de leur appui indéfectible tout au long du semestre et de leur générosité. Leurs lectures minutieuses de mon travail ont permis d'améliorer le contenu du rapport et de proposer des actions pertinentes, réalistes et faisables. J'espère que ce plan d'action est aussi leur plan d'action.

J'aimerais remercier mon principal collaborateur, Jean-François Venne, agent principal des politiques linguistiques à l'Université d'Ottawa. Son très grand professionnalisme et sa rigueur doivent non seulement être soulignés, mais plus que tout, son humanisme et sa très grande capacité d'écoute ont fait de lui la personne idéale pour travailler en appui à ce projet.

Finalement, je souhaite redire ma reconnaissance au Recteur pour sa vision et son leadership. Je le remercie de m'avoir confié le mandat de préparer ce plan d'action qui, je l'espère permettra de donner à la francophonie toute la place qui lui revient au sein de l'Université.

INTRODUCTION

Le présent rapport sur la francophonie à l'Université d'Ottawa a été réalisé conformément au mandat confié par le Recteur Jacques Frémont à la professeure Linda Cardinal à l'été 2018 (Annexe 1). Il repose sur les quatre principes directeurs suivants :

1. L'Université d'Ottawa en tant que plus vieille université bilingue au plan international constitue un espace de vie intellectuelle en français
2. La francophonie est un levier important pour son positionnement sur la scène ontarienne, canadienne et internationale
3. La francophonie et le bilinguisme sont des vecteurs d'enrichissement pour l'ensemble de la communauté universitaire. Ce sont de grandes valeurs qui définissent son action telle qu'énoncée dans *Destination 2020*
4. L'Université d'Ottawa affirme son engagement indéfectible envers le dialogue des langues et des cultures et plus largement au sein du monde francophone.

Le rapport a trois objectifs :

1. Proposer une gouvernance plus efficace de la francophonie à l'Université
2. Accroître la présence et le rayonnement de la francophonie sur le campus, et
3. Proposer des moyens de mieux communiquer sa mission francophone à ses publics cibles.

L'ensemble des actions proposées dans le rapport découle des principes et des objectifs susmentionnés. Il comprend deux types d'action. Certaines sont structurantes, car elles visent à donner une plus grande cohérence aux activités de l'Université en matière de francophonie et d'autres sont qualifiées de particulières, parce qu'elles portent sur des questions plus pointues. Le résultat attendu est une plus grande institutionnalisation de la francophonie au sein de l'Université et sa responsabilisation accrue envers son mandat francophone.

Mise en contexte

Malgré l'usure du temps, la mission des universités ne change pas. Elles demeurent des lieux privilégiés pour repousser les frontières de la connaissance, diffuser les savoirs et les transmettre aux nouvelles générations. Sujettes aux pressions par le haut et par le bas – externes et internes –, les universités tentent toutefois de s'adapter à de nouvelles forces sociales, politiques, économiques et technologiques¹. Entre autres, elles utilisent de plus en plus les approches du secteur privé afin de rivaliser entre elles dans un environnement

¹ <https://president.ubc.ca/speech/2017/03/03/university-governance-in-the-21st-century/>

conçu dorénavant comme un grand marché, dont elles cherchent à s'accaparer les parts². Elles doivent apprendre à mieux planifier et à évaluer leurs actions dans un tel environnement, sans négliger de respecter l'esprit de collégialité qui doit caractériser son fonctionnement.

Les universités sont aussi appelées à revoir leur gouvernance afin de répondre aux besoins multiples d'une population étudiante de plus en plus diversifiée. Au Canada, de nombreuses universités ont récemment adopté des mesures particulières pour favoriser l'apprentissage des langues autochtones dans le contexte de la Commission vérité et réconciliation avec les peuples autochtones. Plusieurs universités canadiennes ont aussi des politiques linguistiques ou règlements en faveur du français, comme cela est le cas à l'Université d'Ottawa, mais également à l'Université de Montréal et à l'Université Laurentienne pour donner deux exemples canadiens³.

Le Canada n'est pas le seul pays à intervenir sur la langue en milieu universitaire. L'internationalisation de l'enseignement supérieur a conduit de plus en plus d'universités à faire de la langue un objet d'intervention un peu partout dans le monde⁴. À titre d'exemple, en 2012, le réseau universitaire ERASMUS recevait l'appui de la Commission européenne afin de lancer un chantier de recherches et mettre en place des espaces d'apprentissages multilingues et multiculturels⁵. En Belgique, en Écosse, au Pays de Galles, en Suisse ou encore en Scandinavie, les universités ont adopté des politiques linguistiques et des plans d'action afin d'assurer la promotion de leurs langues historiques et nationales au sein de leurs institutions⁶. En Afrique du Sud, la rivalité entre l'anglais et l'afrikaner en milieu universitaire et la préoccupation pour la promotion des langues africaines locales ont aussi provoqué l'adoption de plans d'action dans plusieurs universités⁷. Pour leur part, le Mexique et le Brésil souhaitent identifier leurs bonnes

² Certains sociologues parlent de « marchés scolaires » ou de « marché de l'éducation ». Agnès van Zanten, Georges Felouzis et Christian Maroy, *Les marchés scolaires, sociologie d'une politique publique d'éducation*, Paris, PUF, 2013. Pour le Canada francophone et la question de la gestion axée sur les résultats dans le domaine de l'enseignement, voir l'article de Nathalie Bélanger, « Le choix de l'école secondaire de langue française en Ontario par les parents », *Lien social et Politiques*, n° 66, 2011, p. 197-223, <https://id.erudit.org/iderudit/1008879ar>, DOI : <https://doi.org/10.7202/1008879ar>

³ <https://recteur.umontreal.ca/equipe-de-direction/vice-recteur-aux-affaires-internationales-et-a-la-francophonie/equipe/> et <https://francais.umontreal.ca/le-bureau/realisations/laurentienne.ca/francophonie>

⁴ Anthony J. Liddicoat, « Language planning in universities: teaching, research and administration », *Current Issues in Language Planning*, vol. 17, n°s 3 et 4, 2016, p. 231-241, DOI : 10.1080/14664208.2016.1216351.

⁵ *The opportunities and challenges in the multilingual and multicultural learning space*, IntUni Erasmus Academic Network project 2012-15. Pour plus de détails sur le programme ERASMUS, <https://info.erasmusplus.fr/>.

⁶ Pour l'Écosse :

<https://gaeliclanguagelansscotland.org.uk/files/plans/University%20of%20Glasgow%20B.pdf>;

<https://www.aber.ac.uk/en/cgg/bilingual-policy/>; en Belgique :

http://www.ethicalforum.be/sites/default/files/Etat_des_lieux_et_anal_critique_enseign_sup_decembre_2015%20%281%29.pdf; en Suisse http://www.unige.ch/rectorat/static/politique_langues.pdf.

⁷ Robert Balfour (dir.), « Language Policy and Practice in South Africa, Part II », *The Language Learning Journal*, vol. 38, n° 3, 2010,

<https://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/09571736.2010.511766?scroll=top&needAccess=true>

pratiques dans le domaine de l'apprentissage des langues et le multilinguisme⁸. Au Japon, le débat sur l'enseignement de l'anglais et des langues minoritaires a également des effets importants sur l'aménagement linguistique dans les universités⁹.

Ces quelques exemples ne sont qu'un aperçu des actions en cours et du débat sur l'avenir des langues dans les universités sur la scène internationale. L'Université d'Ottawa se distingue, car sa responsabilité envers la francophonie est inscrite dans sa loi constitutive¹⁰. Elle est le plus vieil établissement bilingue en Amérique du Nord et la seule université membre du U15¹¹ dont le français et l'anglais sont les langues officielles. Son plan stratégique *Destination 2020* a également fait du bilinguisme et de la francophonie une de ses priorités¹². De plus en septembre 2015, l'Université reçoit la désignation partielle des services et des programmes de 1^{er} cycle en vertu de la *Loi sur les services en français de l'Ontario*. En 2016, elle adopte un *Règlement sur le bilinguisme* et confirme que le français, au même titre que l'anglais, est une langue officielle de l'Université dans les faits et non uniquement en principe¹³.

Le débat sur l'avenir du français dans le domaine de l'enseignement supérieur en Ontario guide aussi le présent rapport. Le projet de l'Université de l'Ontario français (UOF) a incité l'Université d'Ottawa à se demander comment elle pouvait mieux desservir sa population francophone et francophile. Rappelons qu'au moment de la parution du rapport Adam sur la création de l'UOF, l'Université a organisé deux rencontres avec la communauté universitaire en plus des membres du Sénat et du Bureau des gouverneurs¹⁴. De plus, l'Université d'Ottawa a signé deux ententes de mandat stratégique avec le gouvernement ontarien dans lesquelles elle a indiqué que la francophonie était un élément de différenciation¹⁵. Le document souligne que l'Université d'Ottawa veut élargir son éventail de programmes en français, « plus particulièrement en sciences, en technologies, en ingénierie et en mathématiques (STIM)¹⁶. »

Méthodologie

Le rapport prend appui sur la synthèse des travaux et documents existants :

⁸ Rainer Enrique Hamel, Elisa Álvarez López & Tatiana Pereira Carvalho, « Language policy and planning: challenges for Latin American universities », *Current Issues in Language Planning*, vol. 17, n^{os} 3 et 4, 2016, p. 278-297, DOI : 10.1080/14664208.2016.1201208

⁹ Mitsuyo Sakamoto, « Moving towards effective English language teaching in Japan: issues and challenges », *Journal of Multilingual and Multicultural Development*, vol. 33, n^o 4, 2012, 409-420, DOI : 10.1080/01434632.2012.661437

¹⁰ <https://www.uottawa.ca/administration-et-gouvernance/loi-de-luniversite-dottawa-1965>

¹¹ Le U15 est le Regroupement des universités de recherche du Canada et comprend plusieurs des grandes universités de recherche au pays. Pour plus de détails, voir www.u15.ca/fr.

¹² <https://www.uottawa.ca/about/sites/www.uottawa.ca/about/files/destination-2020-plan-strategique.pdf>

¹³ <https://www.uottawa.ca/administration-et-gouvernance/politiques-et-reglements/bilinguisme>

¹⁴ <http://www.tcu.gov.on.ca/epep/publications/ConseilPUFO-aug2017-f.pdf>

¹⁵ <https://www.uottawa.ca/gazette/fr/nouvelles/luniversite-dottawa-renouvelle-son-entente-mandat-strategique-province>

¹⁶ <https://www.uottawa.ca/gazette/fr/nouvelles/luniversite-dottawa-renouvelle-son-entente-mandat-strategique-province>

- le rapport de la Commission permanente des affaires francophones et des langues officielles de 2015¹⁷,
- les dernières ententes de mandat stratégique¹⁸,
- l'étude de 2014 sur les coûts du bilinguisme¹⁹,
- les rapports de 2017 et 2018 du comité directeur de la gestion stratégique des effectifs scolaires²⁰,
- les données en accès libre dans le site internet de l'Université, et
- les données de 2018 sur les effectifs, les programmes, la vie communautaire et la recherche²¹.

Depuis le mois de juillet 2018, nous avons effectué un total de 33 entretiens, dont 17 rencontres individuelles et 16 rencontres de groupes, d'une durée de 30 minutes à deux heures²². En tout, nous avons rencontré plus de 100 personnes.

Les entretiens ont servi à préciser les diagnostics et à guider la formulation des actions proposées. Le rapport a bénéficié des commentaires judicieux et des suggestions constructives d'un groupe de travail mis sur pied au mois de septembre 2018. Le groupe comprend des membres de l'ensemble des facultés, du personnel administratif et du corps étudiant. Il s'est réuni à quatre reprises pendant le semestre d'automne 2018 afin de valider le contenu du rapport et les actions proposées. Une ébauche du rapport a aussi été présentée au collège des doyens au mois de novembre 2018 afin de recueillir les commentaires et suggestions de ces derniers.

À l'été 2018, dans le cadre d'un entretien à ONfr#, le Recteur affirmait que l'Université doit agir rapidement pour renforcer et faire rayonner davantage le français sur le campus²³. Le plan d'action proposé donne à l'Université un document clé en main afin de permettre à l'institution de passer à l'action dans de courts délais. Un échéancier de trois ans afin de réaliser les principales actions proposées dans le rapport serait raisonnable.

¹⁷ https://www.uottawa.ca/administration-and-governance/sites/www.uottawa.ca.administration-and-governance/files/03_etat_des_lieux_-_2013-2014_-_versionweb_-_aout_2015_.pdf

¹⁸ <https://www.ontario.ca/fr/page/entente-de-mandat-strategique-pour-2014-2017-universite-dottawa>;
<https://www.ontario.ca/fr/page/entente-de-mandat-strategique-pour-2017-2020-universite-dottawa>

¹⁹ https://www.uottawa.ca/institutional-research-planning/sites/www.uottawa.ca.institutional-research-planning/files/costsandbenefitsofbilingualismatuottawa2014-04-26_000.pdf

²⁰ University of Ottawa, *Strategic Enrollment Management (SEM): Analysis, Key Priorities and Next Steps*, Ottawa, Office of the Vice-President and Provost, June 2017; Université d'Ottawa, *Rapport de progrès 2018: Plan de gestion des effectifs scolaires*, Ottawa, Cabinet du vice-recteur aux études, juin 2018.

²¹ Le rapport ne prétend pas à l'exhaustivité, car en 2019, la Commission permanente entreprendra un état des lieux plus complet conformément à son mandat. Pour les données en accès libre dans le site internet de l'Université, voir <https://www.uottawa.ca/recherche-institutionnelle-planification/ressources/faits-chiffres/faits-en-bref>

²² Ces entretiens ont été réalisés avec des membres de l'administration universitaire, des directeurs de service, des responsables de centres de recherche, instituts de recherche et d'enseignement ainsi que des représentants des associations étudiantes – voir l'annexe 2 pour la liste des entretiens.

²³ Entretien du Recteur avec Benjamin Vachet, « Je rêve d'une désignation mur à mur de l'Université d'Ottawa, » ONfr#, 3 juillet 2018, <https://onfr.tfo.org/je-reve-dune-designation-mur-a-mur-de-luniversite-dottawa/>.

À qui s'adresse le plan d'action?

Le plan d'action s'adresse au Recteur et au comité d'administration à qui reviendra de prévoir les ressources nécessaires en vue de sa mise en œuvre. Toutefois, la francophonie est une responsabilité collective qui ne repose pas uniquement sur la volonté de quelques individus. Cette responsabilité revient à l'ensemble des membres de la communauté universitaire. Pour cette raison, le rapport a également été rédigé afin d'informer et de susciter une réflexion collective sur l'avenir de la francophonie à l'Université. La nature parfois générale des propos tient au fait qu'il est impossible dans l'espace d'un tel rapport de traduire la diversité des situations du français sur le campus. Par ailleurs, rien n'empêche les facultés, les départements, les instituts et les centres de recherche d'utiliser le rapport afin de mener leurs propres consultations ou réflexions sur l'avenir du français dans leurs milieux respectifs et de proposer des actions adaptées à leurs réalités.

Organisation du rapport

Le rapport comprend trois parties. Celles-ci recourent les trois grandes priorités du mandat : gouvernance, rayonnement et communications. Chaque partie fait un survol de la situation et souligne les principaux enjeux de façon succincte, suivie de propositions d'actions pour améliorer la situation. Le rapport propose deux types d'actions : structurantes et particulières. Les actions structurantes visent à contribuer à la cohérence des activités de l'Université en matière de francophonie et leur pertinence. Les actions particulières sont des activités qui viennent compléter ou bonifier l'offre de services en français.

OBJECTIF 1 : UNE GOUVERNANCE PLUS EFFICACE DE LA FRANCOPHONIE À L'UNIVERSITÉ D'OTTAWA

État des lieux : La gouvernance de la francophonie à l'Université d'Ottawa relève principalement du Provost et vice-recteur aux affaires académiques²⁴. Comme l'indique la description de ses responsabilités dans le site de l'Université, « tous les secteurs stratégiques touchant au mandat francophone de l'institution²⁵ » lui reviennent²⁶. Il travaille en étroite collaboration avec les doyens des facultés pour déterminer les grandes orientations scolaires de l'Université. Il voit à l'élaboration et à l'évaluation continue des programmes. Il assure le recrutement et le succès (rétention) des professeurs. Il établit les stratégies de recrutement étudiant.

Enfin, le provost et vice-recteur aux affaires académiques « s'engage, au même titre que l'Université, à promouvoir les communautés francophones, notamment, en coprésidant la Commission permanente des affaires francophones et des langues officielles²⁷ » avec le vice-recteur aux ressources²⁸. Centre névralgique de la gouvernance de la francophonie à l'Université d'Ottawa, la Commission permanente des affaires francophones et des langues officielles est un comité consultatif permanent du Sénat qui a été mis sur pied en 2008. Son mandat est « d'assurer la planification et la mise en œuvre d'initiatives permettant à l'Université d'Ottawa d'assumer pleinement sa mission et son engagement envers la promotion et le développement de la culture française en Ontario. La Commission a également pour mandat de favoriser l'épanouissement de la communauté universitaire dans les deux langues officielles²⁹. »

Les attributions de la Commission permanente sont :

1. Assurer la mise en œuvre des recommandations du plan de développement des programmes et services en français approuvé par le Sénat, l'évaluation annuelle des résultats et la planification du prochain plan quinquennal lié aux affaires francophones.
2. Établir, mettre en place et coordonner un mécanisme de dépôt et de traitement des plaintes relatives aux langues officielles dans les différents programmes et services.
3. Assurer la promotion, le suivi et l'application intégrale et uniforme du Règlement sur le bilinguisme à l'Université d'Ottawa; faire une évaluation annuelle de l'application du Règlement dans les différents programmes et services.
4. Développer et mettre en œuvre un plan d'action continu visant l'amélioration de l'équilibre linguistique au sein de la population étudiante.

²⁴ <https://www.uottawa.ca/administration-et-gouvernance/gouvernance-interne/comite-administration>

²⁵ <https://www.uottawa.ca/vice-recteur-etudes/>

²⁶ <https://www.uottawa.ca/enbref/gouvernance/haute-administration/david-graham>

²⁷ <https://www.uottawa.ca/vice-recteur-etudes/>

²⁸ À noter que cette responsabilité n'apparaît pas dans sa description de responsabilités affichées dans le site internet de l'Université. <https://www.uottawa.ca/enbref/gouvernance/haute-administration/marc-joyal>

²⁹ <https://www.uottawa.ca/administration-et-gouvernance/senat/comites/commission-permanente-des-affaires-francophones-et-des-langues-officielles>

5. Développer et mettre en œuvre, en collaboration étroite avec les facultés, un plan d'action visant à améliorer l'offre des cours obligatoires en français et assurant que l'éventail des cours optionnels offerts en français soit élargi.
6. Étudier et appuyer la mise en œuvre des plans facultaires visant à accroître les possibilités de formation pratique, clinique et les stages Coop dans des milieux francophones ou bilingues.
7. Évaluer les plans d'action annuels des facultés pour le développement de matériel pédagogique en français et recommander l'allocation des ressources appropriées.
8. Établir une table de concertation université-communauté et en consulter régulièrement les membres.
9. Surveiller l'application des procédures de contrôle de la qualité et du bilinguisme des communications écrites mises en place par les facultés et les services.

L'agent principal des politiques linguistiques est le secrétaire de la Commission permanente. Ce poste, créé en 2012, est logé au cabinet du Provost et sous la direction de la Cheffe de cabinet du Provost. L'agent principal des politiques linguistiques est aussi responsable du mécanisme de commentaires et de suggestions ou du mécanisme de plaintes sur la langue de services à l'Université. Cette personne est responsable du dossier de la désignation partielle de l'Université d'Ottawa en vertu de la *Loi sur les services en français de l'Ontario*.

De plus, l'agent principal des politiques linguistiques,

- assure la conformité de l'institution avec cette *Loi*,
- développe les politiques et procédures requises,
- en assure la mise en application et la reddition de compte tant aux instances de l'Université qu'au gouvernement provincial
- travaille en collaboration très étroite avec les différents services et unités scolaires et fera rapport régulièrement à la Commission permanente des affaires francophones et des langues officielles
- élabore et voit à la mise en œuvre du plan de l'Université d'Ottawa en lien avec la Politique d'aménagement linguistique de l'Ontario ainsi que de la reddition de comptes auprès du ministère de la Formation et des Collèges et Universités (MFCU).

Le Règlement sur le bilinguisme confère aussi certaines responsabilités aux différentes instances de l'Université et à l'Institut des langues officielles et du bilinguisme³⁰. Entre autres, six mois après l'adoption du Règlement les facultés devaient soumettre « au Sénat et au Bureau des gouverneurs, un plan de mise en œuvre du présent règlement permettant d'en assurer l'application intégrale et continue³¹ ».

³⁰ <https://www.uottawa.ca/administration-et-gouvernance/politiques-et-reglements/bilinguisme>

³¹ <https://www.uottawa.ca/administration-et-gouvernance/politiques-et-reglements/bilinguisme>

Un conseiller spécial à la francophonie nommé par le Recteur représente ce dernier lors d'événements communautaires au sein du milieu francophone de la région d'Ottawa. Toutefois, ce poste, plus ou moins formel et détenu par un ancien de l'Université, n'apparaît pas dans la structure de gouvernance de la francophonie.

Enfin, la gouvernance de l'Université s'effectue dans la langue officielle de son choix, « c'est-à-dire que toutes les délibérations et les réunions se tiennent dans les deux langues officielles selon la préférence de chaque individu. Les écrits administratifs reflètent ces préférences et tiennent compte des normes associées au bilinguisme³². »

Pour sa part, la Faculté de médecine a un poste administratif consacré entièrement au mandat francophone de l'institution, soit celui de vice-doyenne aux affaires francophones à la Faculté de médecine. Parmi ses responsabilités, la vice-doyenne s'occupe de,

- solidifier l'excellence des programmes existants aux premier et deuxième cycles tout en visant une croissance des postes de résidence en français,
- renforcer le programme national du volet francophone qui vise à former des médecins francophones habiles à retourner pratiquer dans leur milieu francophone minoritaire d'origine
- appuyer la transition des médecins enseignants de Montfort vers un environnement d'enseignement fort et dynamique (avec la venue du Plan de diversification des modes de financement)
- augmenter et valoriser les opportunités d'échanges internationaux pour les étudiants en médecine³³.

Créé en 1995, le poste de vice-doyenne aux affaires francophones est aussi responsable d'un Bureau des affaires francophones (BAF) afin de l'aider à réaliser son mandat. Le BAF voit au « recrutement des étudiants, le développement de lieux de stages cliniques, le recrutement de professeurs francophones, leur développement professionnel et leur formation pédagogique, la création de matériels éducatifs en français ainsi que la création des possibilités d'échanges et de collaboration à l'échelle nationale et internationale³⁴. »

Enfin, il faut souligner que la Faculté de droit civil est une entité francophone au sein de l'Université tout comme le sont les directions linguistiques de la Faculté d'éducation.

Les éléments essentiels de la gouvernance de la francophonie à l'Université d'Ottawa : La direction dans le dossier de la francophonie revient au Recteur. Toutefois, de par les attributions qui lui sont propres, une part importante de la mise en œuvre du mandat francophone et bilingue de l'Université relève du Provost et vice-recteur aux affaires académiques. Que l'on pense aux objectifs de recrutement, au développement de

³² <https://www.uottawa.ca/francophonie-bilinguisme/politiques-reglements>

³³ <https://med.uottawa.ca/fr/personnes/denis-leblanc-manon>

³⁴ <https://med.uottawa.ca/affaires-francophones/enbref/mandat>

programmes, au succès scolaire, aux services aux étudiants, à la mobilité étudiante, à l'internationalisation ou aux relations avec les doyens, ces responsabilités s'inscrivent naturellement dans son mandat. Dans les facultés, à part le poste de vice-doyenne aux affaires francophones comme cela est le cas à la Faculté de médecine, ces responsabilités relèvent des autres vices-doyens.

La mission de recherche de l'Université exige qu'une part importante de l'action en francophonie, incluant au sein de la francophonie internationale, revienne au vice-rectorat à la recherche. Les centres de recherche et instituts, qui sont des entités sous sa gouverne, ont un rôle crucial dans le développement de la recherche et la diffusion des connaissances en français en plus de tous les groupes de recherche, laboratoires et collectifs qui participent aussi à la production des savoirs en français sur le campus.

La visibilité de l'Université d'Ottawa sur la scène locale, ontarienne et canadienne et son lien avec ses partenaires francophones revient à l'ensemble de la haute administration, en particulier à la vice-rectrice aux relations extérieures, auquel un conseiller spécial apporte son appui. Le nouveau dirigeant de l'internationalisation a aussi un rôle à jouer pour accroître la place de l'Université d'Ottawa sur la scène francophone mondiale.

Enfin, les dimensions reliées à la politique linguistique, le Règlement sur le bilinguisme, la désignation, les communications reviennent à l'agent principal des politiques linguistiques. Le vice-recteur aux ressources est associé à ces actions, car une part importante des ressources humaines relève de ses attributions³⁵. La Secrétaire générale à la gouvernance joue également un rôle de conseillère importante pour tout ce qui concerne la réglementation.

Ces dimensions sont interreliées. Elles se complètent mutuellement et donnent une certaine cohérence à l'action de l'Université en matière de francophonie et de bilinguisme. Par contre, dans la présente structure de gouvernance de l'Université, ces dimensions sont invisibles ou plus ou moins connues. Les rôles et les responsabilités des membres de la haute administration à l'égard de la francophonie sont à préciser et doivent devenir plus visibles au sein de la structure de l'Université.

La gouvernance informelle de la francophonie : Les entretiens ont révélé qu'il existe aussi une gouvernance informelle de la francophonie à l'Université. À titre d'exemple, la rencontre avec les vice-doyens à la gouvernance a permis de constater qu'il y a des politiques linguistiques informelles dans certaines facultés et départements afin de maintenir la primauté du français comme langue de travail et des assemblées. Ces politiques représentent une sorte de convention, car dans la plupart des cas, elles ne sont pas consignées dans les règlements des facultés.

Le Collège des chaires de la francophonie canadienne est un autre exemple de cette gouvernance informelle de la francophonie à l'Université. Le Collège regroupe les six titulaires d'une chaire sur la francophonie canadienne. Il a pour objectif de favoriser des

³⁵ <https://www.uottawa.ca/enbref/gouvernance/haute-administration/marc-joyal>

activités d'intégration. Les titulaires ont aussi créé deux bourses de maîtrise et de doctorat et créé une collection aux éditions *Prise de parole*. Au fil des ans, l'Université leur a aussi demandé de se partager des tâches formelles. Entre autres, un membre du Collège gère la mineure et le certificat en études des francophones et coordonne le comité consultatif qui l'accompagne. Un autre membre est à la Commission permanente, un autre siège au Centre de recherche en civilisation canadienne-française. Ces tâches ont changé la nature et la raison d'être du Collège, qui demeure pourtant une instance de gouvernance informelle.

Certaines facultés ont récemment mis en place des initiatives de gouvernance, comme le comité pour étudier la situation du français à la Faculté des arts. Cette dernière a aussi un plan stratégique concomitant à celui de *Destination 2020*, tout comme la Faculté d'éducation qui affiche également son plan stratégique dans son site internet³⁶. Ces plans peuvent comprendre des mesures particulières envers les francophones comme à la Faculté d'éducation, mais cette dernière constitue une exception.

Pour formaliser davantage la gouvernance de la francophonie dans les facultés, les doyens devraient ajouter la francophonie au titre ou aux responsabilités des vices-doyens à la gouvernance, le cas échéant. Ces derniers auront ainsi le mandat de formaliser les pratiques existantes et d'adopter des politiques ou règlements conséquents – la Faculté d'éducation semble engagée sur cette voie.

De plus, dans un souci de mobiliser les personnes ayant un mandat francophone au sein des facultés, le rapport propose de créer un réseau interfacultaire de champions. L'objectif d'un tel réseau sera d'échanger de bonnes pratiques ou encore de faire état de la mise en œuvre des plans d'action facultaires ou stratégies pour promouvoir la francophonie, le cas échéant. Certains incitatifs financiers pourraient être proposés pour le développement d'initiatives conjointes à déterminer en fonction des réalités de chaque faculté, ce que permet de faire la nouvelle formule de financement.

Certes, la question de l'action des facultés envers la francophonie devrait normalement être abordée lors des réunions régulières des doyens ou celles des vice-doyens avec les vice-provosts ou vice-recteurs associés lors de leurs réunions régulières. Or, les nombreux sujets aux ordres du jour ne permettent pas d'aborder cette priorité stratégique. Une instance horizontale pour le dossier francophone consacrera une attention particulière à la question et proposera des pistes d'action au besoin.

Partager les bonnes pratiques entre employés administratifs : Les consultations ont révélé que de nombreuses personnes se sentent une responsabilité particulière envers la francophonie et l'offre de services en français, mais qu'elles ne ressentent pas toujours cet engagement de la part de l'Université. Les responsables des services que nous avons rencontrés jouent un rôle clé au sein de l'Université et ont à cœur la mission francophone de l'institution. Plusieurs ont toutefois manifesté le besoin d'une plus grande reddition de compte en matière de francophonie et proposées de nombreuses suggestions à cet effet afin de mieux intégrer la francophonie à leur quotidien. Entre autres, certains ont proposé des

³⁶ <https://education.uottawa.ca/fr/enbref/gouvernance/plan-strategique>. Ce plan a été réalisé en 2015. Un nouveau plan comprenant un axe sur la francophonie ontarienne a été récemment adopté.

rencontres régulières afin de partager leurs bonnes pratiques, de se concerter, comparer et améliorer leurs outils de travail. D'autres ont également suggéré que la francophonie devienne un critère d'évaluation de la performance des employés administratifs. Ces personnes aimeraient aussi que l'Université se dote d'une lentille francophone, c'est-à-dire, un outil d'analyse différenciée à travers lequel les actions et les politiques de l'Université seront évaluées pour s'assurer d'une intégration systématique de la francophonie dans ses politiques, services et programmes. Les idées ne manquent pas et la volonté d'innover est manifeste.

La gouvernance de la francophonie et la Commission permanente : Les consultations ont montré que plusieurs personnes ne connaissaient pas les responsabilités du Provost et vice-recteur aux affaires académiques en matière de francophonie. Il y a aussi le *Règlement sur le bilinguisme* que certains n'avaient pas encore lu. D'autres n'étaient pas au courant du fait que l'Université d'Ottawa est désignée en vertu de la *Loi sur les services en français de l'Ontario*. Ces éléments clés de la gouvernance de la francophonie doivent être mieux publicisés et diffusés à l'ensemble de la communauté universitaire.

Le rôle névralgique qui a été conféré à la Commission permanente afin de voir à la planification de la francophonie et des langues officielles à l'Université est également mal connu au sein de l'Université pour ne rien dire de la Table de concertation université-communauté. Toutefois, les consultations auprès de personnes clés ont confirmé que cette table était graduellement tombée en désuétude. Plusieurs ont aussi souligné qu'au fil des ans, la Commission est devenue un lieu pour transmettre de l'information à ses membres et non pour faire un travail stratégique. Il faut rappeler que la Commission permanente est d'abord et avant tout un comité du Sénat qui a un rôle consultatif, ce qui limite son autorité et son pouvoir d'influence.

Nonobstant, en 2015, dans sa mise à jour des services en français à l'Université, la Commission permanente a soumis 19 recommandations au Sénat portant sur un ensemble de dossiers, dont la gouvernance de la francophonie, la prestation des programmes, les bourses ou encore sur les services en français. Le comité d'administration a pris en charge le suivi aux recommandations. En 2016, un tableau indiquait que deux recommandations seulement avaient été mises en œuvre. Les autres recommandations étaient soit en cours, en continu ou à faire. Lors de la première réunion de l'année 2018, la Commission permanente a été informée que les recommandations de 2015 avaient presque toutes été mises en œuvre. Il est maintenant le temps de préparer la nouvelle mise à jour des programmes et des services³⁷.

Par ailleurs, la Commission permanente ne réussit pas à s'acquitter de toutes les dimensions de son mandat étant donné leur nature exécutive. À titre d'exemple, l'attribution de la Commission de « développer et mettre en œuvre un plan d'action continu visant l'amélioration de l'équilibre linguistique au sein de la population étudiante » est trop ambitieuse, tout comme celle de « développer et mettre en œuvre, en collaboration étroite

³⁷ Les rapports annuels de la Commission permanente sont disponibles jusqu'en 2014-2015 au lien suivant : <https://www.uottawa.ca/administration-et-gouvernance/senat/comites/commission-permanente-des-affaires-francophones-et-des-langues-officielles>.

avec les facultés, un plan d'action visant à améliorer l'offre des cours obligatoires en français et assurant que l'éventail des cours optionnels offerts en français soit élargi ». À ce jour, il n'est pas possible de dire que ce type de travail a été réalisé après dix ans d'existence de la Commission permanente. Enfin, il est difficile de comprendre comment le conseiller spécial du Recteur à la francophonie n'est pas redevable à la Commission. De plus, cette personne a un statut mal connu des parties prenantes.

Pour une plus grande institutionnalisation de la francophonie au sein de l'Université : En plus d'inviter la Secrétaire générale à la gouvernance à définir les rôles et les responsabilités de la haute administration pour la francophonie et à refaire l'organigramme de l'Université en conséquence, le plan d'action propose de conférer une fonction exécutive à la Commission permanente. Cette fonction exécutive serait confiée à un dirigeant principal, qui aurait le rang de vice-provost associé³⁸. Il deviendrait le président de la Commission au lieu du Provost et vice-recteur académique et du vice-recteur aux ressources et à qui reviendrait l'ensemble des attributions de la Commission. Le dirigeant principal aurait aussi un rôle de voir à la mise en œuvre du plan d'action et de concerter les secteurs responsables de la mise en œuvre du présent plan d'action. Il devra s'assurer d'un dialogue constant entre les instances verticales et horizontales de coordination de l'action en ce qui a trait à la francophonie.

En collaboration avec l'agent des politiques linguistiques, le dirigeant principal sera aussi responsable de concevoir une lentille francophone. Cette lentille sera déployée dans l'ensemble de la communauté universitaire. Enfin, le dirigeant principal assurera la présence de l'Université sur la scène ontarienne, canadienne et internationale, au besoin et jouerait le rôle de conseiller spécial à la francophonie auprès du Recteur.

En raison de son nouveau rôle, la Commission permanente devra revoir sa composition et inclure les cadres supérieurs des secteurs-clés qui jouent un rôle stratégique dans la francophonie, de même que les vice-recteurs le cas échéant. De plus, du fait que cette instance se rencontrera sur une base plus fréquente, voire mensuelle, et qu'elle discutera de questions plus administratives, il est suggéré que les membres actuels qui représentent des communautés particulières (professeurs, étudiants, personnel administratif et retraités) soient transférés au sein du nouveau comité consultatif du Recteur sur la francophonie – voir ci-dessous. Au sein de cette instance, ces personnes auront l'occasion de faire valoir pleinement auprès de la haute administration les besoins des communautés qu'ils représenteront et d'offrir leurs conseils au Recteur sur les enjeux stratégiques liés aux affaires francophones.

Les tâches de l'agent principal des politiques linguistiques devront aussi être mises à jour, en particulier, son rôle d'appui administratif à la Commission. Entre autres, il serait opportun d'ajouter à ses tâches celle de préparer des rapports institutionnels sur la reddition de compte ainsi que l'évaluation de la mise en œuvre des politiques linguistiques. L'agent

³⁸ À noter que le rôle de dirigeant principal ne devrait pas être confié à un vice-provost associé existant comme une fonction parmi d'autres. L'ampleur du rôle et la nature transversale de ses fonctions exigent qu'il soit sous l'autorité du Recteur, mais dont le lien administratif serait avec le Secrétariat général de l'Université.

principal des politiques linguistiques pourrait aussi être appelé à réaliser des études au besoin sur des enjeux précis en collaboration avec le dirigeant principal.

La table de concertation université-communauté : Il sera opportun de remplacer la table par un comité consultatif du Recteur sur la francophonie. Le comité permettra au Recteur de consulter annuellement la communauté sur les grandes orientations de l'Université dans les domaines des services, de l'enseignement et de la recherche en français. Il devrait être constitué de représentants du milieu francophone et de personnalités francophones et francophiles. Il inclura aussi les porte-parole de la francophonie de la Commission permanente – professeurs, étudiants, employés et retraités.

Enfin, après avoir intégré une logique plus horizontale à son fonctionnement, la haute administration pourra revoir l'intitulé d'un vice-rectorat existant pour y inclure la francophonie. Malgré sa nature verticale, la création d'un tel vice-rectorat est perçue comme étant nécessaire par plusieurs, car l'Université doit exercer une direction en tout temps et une reddition de compte soutenue afin de ne pas perdre de vue l'importance de son mandat francophone auprès de ses membres et partenaires.

Actions proposées : Pour que l'Université d'Ottawa se dote d'une gouvernance, qui intègre et institutionnalise ses dimensions francophones à sa mission et que ses membres puissent travailler de façon plus efficace et horizontale à la réalisation de cette priorité stratégique, le plan propose les activités suivantes :

Actions structurantes	Responsables
Octroyer les ressources et confier le mandat à un dirigeant principal de la francophonie et des services en français de porter la vision de l'Université pour la francophonie et voir à la mise en œuvre du plan d'action	Recteur et Comité d'administration
Spécifier les rôles et les responsabilités de l'ensemble de la haute administration pour la francophonie	Secrétaire générale à la gouvernance
Mettre en place un réseau interfacultaire de champions pour la francophonie dans une perspective inclusive de toute la communauté universitaire	Facultés et <i>Dirigeant principal</i>
Mettre en place un mécanisme horizontal de concertation des employés administratifs pour la francophonie	Vice-recteur aux ressources et <i>Dirigeant principal</i>
Redéfinir le mandat de la Commission permanente des affaires francophones et des langues officielles, son lien d'imputabilité, ses attributions et sa membricité	Secrétaire générale à la gouvernance et <i>Dirigeant principal</i>
Transformer la Table de concertation université et communauté en un Comité consultatif du Recteur sur la francophonie	Recteur et <i>Dirigeant principal</i>
Concevoir une lentille francophone qui s'appliquera à l'ensemble des opérations de l'Université	<i>Dirigeant principal</i>

Actions particulières	Responsable
Mettre à jour le rôle d'appui administratif à la Commission permanente de l'agent principal des politiques linguistiques	Cheffe de cabinet du Provost et vice-recteur aux affaires académiques

OBJECTIF 2 : RENFORCER LA PRÉSENCE ET LE RAYONNEMENT DE LA FRANCOPHONIE SUR LE CAMPUS

État des lieux : En 2018, l'Université d'Ottawa accueille 42 526 étudiants tous cycles confondus, dont 12 723 francophones (29,9 %) et 29 798 anglophones (70,1 %) (Annexe 3)³⁹. Or, de 31,9 % en 2010, la proportion d'étudiants francophones est en légère baisse, sauf en 2016 où elle remonte à 31 %. Les écarts de pourcentage d'une année à l'autre sont petits, mais chaque écart rappelle le statut minoritaire de la population francophone sur le campus. Par conséquent, plus ils seront minoritaires, plus les francophones auront de la difficulté à influencer la prise de décision au sein de l'Université. Pour sa part, la population anglophone n'a jamais été aussi importante sur le campus.

Le tableau 2 (Annexe 3) montre que les étudiants francophones sont concentrés au premier cycle (9 459) où ils constituent 30,5 % de la population étudiante. Ils représentent 33,2 % des effectifs étudiants dans les facultés professionnelles (droit, éducation et médecine). Le tableau 3 (Annexe 3) montre aussi qu'ils ne constituent que 24,8 % des effectifs étudiants aux études supérieures. De plus, les pourcentages d'étudiants francophones varient selon les facultés, les programmes et les cycles. À titre d'exemple, certaines facultés (Droit civil, Éducation et Sciences sociales) sont en assez bonne santé numérique. Celles où le déséquilibre linguistique est le plus important sont les facultés de médecine et génie.

Aux études supérieures, dans bon nombre de facultés, les pourcentages d'étudiants francophones sont préoccupants. Certaines facultés se démarquent pour leur capacité à maintenir un certain équilibre linguistique. Mentionnons la Faculté des sciences de la santé qui comprend 40,8 % de francophones aux études supérieures en 2018, ce qui s'explique du fait qu'elle a une panoplie de programmes en français destinés à la formation de professionnels francophones en Ontario⁴⁰. Or, ce pourcentage est en baisse constante depuis 2010, alors que les étudiants francophones constituaient 45,7 % des effectifs aux études supérieures⁴¹.

La majorité des étudiants francophones à l'Université d'Ottawa est de l'Ontario et du Québec. Il y a aussi une certaine proportion d'étudiants qui vient des autres provinces ainsi que des pays de la Francophonie. Des 489 étudiants autochtones sur le campus, 119 étudient également en français⁴².

Au mois de septembre 2018, les données pour ce qui est de la provenance des étudiants francophones révélaient une baisse des inscriptions des cégépiens du Québec. Ils montraient aussi une hausse compensatoire des étudiants francophones internationaux au premier cycle.

³⁹ Université d'Ottawa, *Inscriptions officielles - Tendances concernant la langue la plus utilisée par les étudiants*, Ottawa, Recherche institutionnelle et planification, 28 septembre 2019.

⁴⁰ Ces programmes sont au premier cycle, soit droit, éducation et médecine.

⁴¹ Université d'Ottawa, *Inscriptions officielles - Tendances concernant la langue la plus utilisée par les étudiants*, Ottawa, Recherche institutionnelle et planification, 28 septembre 2018.

⁴² Information transmise par le Bureau des affaires autochtones, Université d'Ottawa, courriel en date du 12 décembre 2018.

Le Comité directeur de la gestion stratégique des inscriptions : Parmi les instances qui peuvent contribuer de façon structurante à la présence et au rayonnement du français sur le campus, il y a le Comité directeur de la gestion stratégique des inscriptions (Comité directeur). Créé en 2016 par les responsables de la Gestion des effectifs scolaires (GES)⁴³, il est présidé par le Provost et vice-recteur aux affaires académiques.

Le Comité directeur joue un rôle stratégique comme l'indique son nom⁴⁴. Entre autres, il conçoit la gestion stratégique des inscriptions selon une approche systémique qui repose sur des piliers liés entre eux, dont le recrutement, le succès scolaire, l'internationalisation⁴⁵ et la revitalisation des programmes. Son mandat n'est pas spécifique à la francophonie, mais cette dernière est une priorité stratégique que le Comité directeur doit intégrer à ses activités.

Le recrutement : Le Comité directeur a pour fonction de documenter la situation des effectifs scolaires et de faire le suivi des inscriptions des étudiants à l'Université. À ce titre, il analyse les retombées des pratiques de recrutement, dont la participation de l'Université à des foires au Canada et à l'étranger ainsi que les missions qu'elle entreprend à l'étranger ou dans les différentes régions de la province de l'Ontario et du pays. Entre autres, l'Université fait du recrutement ciblé dans des pays comme la Chine et l'Inde.

Certaines facultés ont aussi une longue tradition de recrutement. À titre d'exemple, la Faculté de génie a des projets de recrutement international depuis de nombreuses années. Pour sa part, la Faculté de gestion a aussi sa propre stratégie, qui repose notamment sur des partenariats ciblés avec certaines écoles de gestion. Par contre, les consultations n'ont pas permis d'identifier des stratégies précises pour chaque faculté.

Chaque année, les facultés organisent des journées portes ouvertes pour les jeunes francophones de la région et d'ailleurs en Ontario et au Québec. La région de Toronto constitue un bassin important pour l'Université, mais il n'est pas possible de confirmer si les facultés incluent les francophones dans leurs priorités de recrutement. Dans les faits, les résultats ne sont pas concluants – nonobstant tout le travail de la GES pour recruter dans les écoles francophones de la province. En 2018, les augmentations d'étudiants à la Faculté des arts ont été imputées aux efforts de recrutement de l'Université dans la région de

⁴³ Le mandat de la GES est de voir aux « processus et services scolaires offerts aux futurs étudiants, aux étudiants inscrits, aux professeurs, aux membres du personnel scolaire, aux diplômés et au grand public. » Parmi ses responsabilités, la GES s'occupe du recrutement, réceptionne et traite les demandes d'admission en plus de voir à la gestion de nombreux autres processus et services, dont les horaires des cours et des examens, le calendrier universitaire, les formulaires et autres services essentiels au parcours des étudiantes et étudiants à l'Université. <https://www.uottawa.ca/gestion-des-effectifs-scolaires/>

⁴⁴ *Strategic Enrolment Management: Analysis, Key Priorities, and Next Steps*. Le comité a aussi créé des groupes de travail, dont un qui porte sur le recrutement et un autre sur la rétention (succès scolaire).

⁴⁵ À titre indicatif, en plus du recrutement, l'internationalisation est aussi définie comme un « processus intentionnel d'intégration d'une dimension internationale, interculturelle ou mondiale dans le but principal, les fonctions et la prestation de l'enseignement supérieur afin d'améliorer la qualité de l'enseignement et de la recherche pour tous les étudiants et le personnel, et afin de contribuer à la société de façon significative. Information communiquée par le Dirigeant principal de l'internationalisation de l'Université d'Ottawa, Adel El Zaïm, courriel, 9 novembre 2018.

Toronto. Or, cette augmentation a eu lieu en faveur de l'anglais, alors que la Faculté des arts représente un espace de vulnérabilité pour les francophones.

Parmi ses outils de recrutement, l'Université a aussi adopté certaines mesures comme la réduction partielle des frais de scolarité des étudiants internationaux depuis 2014. La mesure a eu un effet favorable sur le recrutement d'étudiants francophones au 1^{er} cycle dans certains pays, notamment le Maroc, et pour les facultés des Sciences et de Génie. En ce qui a trait au recrutement d'étudiants internationaux francophones aux cycles supérieurs, la mesure d'exonération partielle n'a pas eu les effets escomptés. Il y a plusieurs raisons qui peuvent expliquer cette absence de résultats, dont le manque de stratégie de recrutement de francophones aux études supérieures, l'absence de passerelles qui permettraient aux étudiants de 1^{er} cycle de s'inscrire plus facilement à des programmes d'études supérieures ou encore l'accent mis sur le recrutement d'anglophiles chinois par certaines facultés.

L'Université a décidé de privilégier le recrutement international aux études supérieures. Il va aussi de soi que ce recrutement devrait être plus diversifié et effectué auprès des étudiants francophones et francophiles. L'arrivée du Dirigeant principal à l'internationalisation à l'Université tout comme l'embauche d'un recruteur pour l'Afrique constituent deux pas dans la bonne direction. Il existe une structure d'accueil pour les étudiants internationaux francophones dans certaines facultés et le Bureau international joue un rôle important auprès de ces étudiants. Toutefois, certaines personnes ont souligné l'importance de ne pas oublier de sensibiliser ces étudiants aux réalités locales de la francophonie canadienne afin de favoriser leur intégration au sein de leur nouveau milieu.

Les bourses francophonies : Les bourses francophonies constituent un autre outil de recrutement important à l'Université d'Ottawa. Dans son rapport de 2015, la Commission permanente a fait état des nombreuses bourses destinées aux étudiantes et aux étudiants de 1^{er} cycle qui étudient en français à l'Université, incluant celles et ceux qui sont inscrits à un programme d'immersion⁴⁶. Ces bourses sont octroyées pendant toute la durée du programme si l'étudiant maintient une moyenne de A-. Toutefois, les données sur ces bourses ne permettent pas de voir si les étudiants maintiennent leur bourse tout au long du programme et pourquoi. Certains témoignages ont révélé que les étudiants francophones pouvaient perdre leur bourse du fait que certains départements n'offraient pas suffisamment de cours en français.

Des personnes, lors des consultations, ont indiqué que l'Université devrait se pencher davantage sur les bourses destinées aux étudiants francophones à des fins de recrutement. Entre autres, il serait tout à fait indiqué de la part de l'Université de développer des programmes de bourses ciblés afin d'accroître son recrutement lorsque celui fait défaut auprès de certains groupes ou pour venir en appui à certains départements qui vivent des situations importantes en matière de déséquilibre linguistique.

Selon plusieurs, les centres et instituts de recherche sont d'excellentes portes d'entrée pour la poursuite des études supérieures. Leurs sites internet pourraient aussi renvoyer aux pages de tous les programmes de bourses aux études supérieures incluant les

⁴⁶ *Rapport de la Commission permanente*, 2015, p. 20-21.

bourses du CRSH ou BESO. Il y a également des programmes plus ciblés par exemple le programme canadien des bourses de la Francophonie de l'Agence universitaire de la Francophonie (AUF), mais celui-ci semble plus ou moins connu. Enfin, la bourse de cotutelle est également un incitatif intéressant pour encourager la mobilité internationale des chercheurs étudiants francophones et francophones. En favorisant davantage les cotutelles tant pour les Canadiens allant à l'étranger que pour les étrangers venant au Canada, l'Université d'Ottawa pourrait tirer son épingle du jeu et espérer construire des partenariats solides avec les centres de recherche des pays de la Francophonie.

L'Université a un programme de bourses pour attirer les étudiantes et les étudiants québécois. Étant donné la baisse des effectifs du Québec, il serait pertinent de voir comment assurer un meilleur marketing auprès de ces personnes grâce à nos bourses d'admission qui sont très compétitives pour les clientèles québécoises. À titre d'exemple, même si les frais de scolarité de l'Université sont plus élevés qu'au Québec, les bourses d'admission aux études supérieures sont plus généreuses. Bref, même si on considère les bourses d'admission, il peut coûter moins cher pour un Québécois de faire ses études en Ontario, à tout le moins pour les quatre premières années.

Le développement de programmes : Le Règlement sur le bilinguisme est clair. Le Sénat doit porter « une attention particulière aux projets qui ont pour but de répondre à un besoin dûment constaté de la communauté que l'Université dessert, soit en améliorant le caractère bilingue d'un programme existant, soit en rendant bilingue un programme jusque-là unilingue⁴⁷. » L'article 15 du Règlement sur le bilinguisme stipule, notamment, que « lors de l'étude de nouveaux programmes d'études, le Sénat tient compte de l'apport de chaque programme au développement du bilinguisme et de la culture française en Ontario et de la contribution que le bilinguisme de l'Université peut apporter à l'excellence du programme⁴⁸. » Cet article est pertinent, car il représente l'équivalent d'une lentille francophone.

Or, à la lumière des propos rapportés lors des consultations, l'application d'une telle lentille devrait être généralisée à l'ensemble des activités de l'Université, en particulier à la revitalisation en cours des programmes. À titre d'exemple, dans certaines facultés, au 1^{er} cycle comme aux études supérieures, la création de nouveaux programmes donne l'impression qu'il existe une tendance bien réelle à privilégier les formations en anglais⁴⁹. Même lorsqu'ils sont offerts dans les deux langues officielles, ces nouveaux programmes sont parfois créés sans pouvoir garantir une offre de cours en français à leurs étudiants de 3^e et de 4^e années⁵⁰. Certains diront que les étudiants francophones ne sont pas

⁴⁷ <https://www.uottawa.ca/administration-et-gouvernance/politiques-et-reglements/bilinguisme>

⁴⁸ <https://www.uottawa.ca/administration-et-gouvernance/politiques-et-reglements/bilinguisme>. Tout programme doit aussi être justifié à la lumière de ces éléments du règlement dans la présentation de la documentation. Par contre, cette justification pourrait reposer sur des argumentaires plus scientifiques.

⁴⁹ Nous pensons ici au nouveau programme de doctorat en anglais en musique, au programme de maîtrise anglais-chinois en traduction. En nutrition, un nouveau programme en collaboration avec Cordon bleu sera créé en anglais uniquement. Le programme sera donné en français dans deux ans. Par contraste, le nouveau programme de doctorat en anthropologie sera offert en français et en anglais.

⁵⁰ Ce qui est souligné dans le nouveau programme de mineure en études des conflits à l'École supérieure d'affaires publiques et internationales.

suffisamment nombreux pour justifier le développement de programmes en français. Pour d'autres, l'offre de cours en français représente un fardeau – ce serait même « enlever quelque chose aux anglophones ». Compte tenu du rapport de forces défavorable au français dans plusieurs facultés, l'anglais se trouve à s'imposer de plus en plus comme la langue des programmes au détriment de programmes qui pourraient aussi être créés afin de répondre aux besoins de formation des étudiants francophones.

Les cours et le succès scolaire : L'Université peut s'enorgueillir d'offrir plus de 450 programmes complètement ou partiellement en français⁵¹. Ses programmes coop contribuent aussi à sa réputation en plus de son programme d'immersion qui attire de plus en plus d'étudiants anglophones. L'Université a aussi fixé la cible dans son plan stratégique d'offrir 85 % de ses cours en français en 2020.

En 2016-2017, 68 % des cours à l'Université étaient offerts en français à l'Université, ce qui représente une baisse de 3 % comparativement à 2010 (Annexe 4). De fait, il y a une baisse constante d'étudiants inscrits à des programmes en français qui suivent leurs cours en français au 1^{er} cycle, en particulier en gestion, en sciences de la santé et en sciences sociales⁵².

À la Faculté de gestion, depuis 2009, le pourcentage d'étudiants francophones qui suivent des cours en français est passé de 84 % à 80 % en 2017-2018, au profit des cours en anglais. À la Faculté des sciences de la santé, ce sont 92 % des étudiants francophones inscrits à un programme en français en 2009 qui suivent des cours en français comparativement à 89 % en 2017-2018. En sciences sociales, il y a 87 % des étudiants francophones d'inscrits à un programme en français qui suivent des cours en français en 2009 comparativement à 82 % en 2017-2018. Les pourcentages d'étudiants qui suivent leurs cours en français demeurent élevés, mais la situation témoigne d'une certaine tendance à la baisse dans ces facultés. Seule la Faculté des sciences de la santé comprend un pourcentage de cours en français qui correspond à la cible de l'Université d'Ottawa dans son plan stratégique.

Dans les autres facultés, les situations sont plus variées. À la Faculté des arts, depuis 2009, le pourcentage d'étudiants francophones qui suivent des cours en français dans un programme de 1^{er} cycle se maintient à 76 %. À la Faculté de génie, en 2009, il y a 62 % d'étudiants francophones dans un programme de 1^{er} cycle qui suivent des cours en français. Ce pourcentage augmente à 68 % en 2015-2016, mais redescend à 63 % en 2017-2018. À la Faculté des sciences, ce sont 77 % des étudiants francophones inscrits à un programme en français qui suivent leurs cours en français comparativement à 79 % en 2015-2016 pour chuter à 76 % en 2017-2018.

Il y a aussi des cours bilingues, mais dans bien des cas, ces cours constituent des cours en anglais déguisés ou une mesure d'économie pour remplacer des cours en

⁵¹ *Rapport de la Commission permanente*, 2015.

⁵² *Proportion de la langue des cours par langue d'usage de l'étudiant et langue de programme. (1^{er} cycle, facultés d'accueil)*, Recherche institutionnelle et planification, 12 octobre 2018. Les données ne comprennent pas les programmes professionnels.

français⁵³. Dans certains cas, les étudiants n'auront d'autres choix que d'étudier en anglais, car les cours en français seront annulés, faute d'effectifs. Il arrive aussi que des cours en français ne soient mis à l'horaire qu'aux deux ou trois ans, ce qui réduit davantage la marge de manœuvre des étudiants francophones pour organiser leur programme d'études s'ils souhaitent étudier en français.

Ces données soulèvent deux questions cruciales pour la qualité de la formation des étudiants francophones et le succès scolaire. Dans un premier temps, la baisse d'étudiants francophones dans les cours en français laisse présager que l'Université ne pourra pas atteindre sa cible d'offrir 85 % de ses cours en français en 2020. La baisse de cours en français dans la plupart des facultés devrait inciter l'Université à se demander si les étudiants qui suivent des cours en français n'ont pas fait les frais de ses derniers exercices budgétaires, qui ont donné lieu à des retranchements de cours dans les différents programmes. Dans un deuxième temps, les données montrent que l'opérationnalisation des activités de l'Université, en particulier en ce qui a trait à son offre de cours, dont leur mise à l'horaire, peut avoir des effets différenciés défavorables aux étudiants francophones ou qui étudient en français.

Certes, l'Université finance des cours en français à petits effectifs comme le souligne le rapport de la Commission permanente de 2015, mais un tel financement, aussi pertinent soit-il, ne peut pas combler tous les besoins. De plus, ce financement ne peut pas être utilisé pour les études supérieures, un domaine pour lequel il faudrait des solutions distinctes et des données plus précises afin de mieux évaluer la situation. À titre d'exemple, la politique sur la charge de travail de la Faculté des arts, qui n'accorde les pleins crédits d'enseignement aux professeurs qu'au-dessus d'un certain seuil d'inscriptions dans les séminaires de maîtrise et de doctorat, pénalise en premier lieu les professeurs enseignant en français et produit une pression supplémentaire sur l'offre de cours en français. C'est un exemple d'un effet différencié défavorable aux francophones en raison d'une organisation des cours qui repose uniquement sur une logique d'efficacité numérique.

Dans le contexte de l'abolition de la Faculté des études supérieures et postdoctorales, les étudiants ont été consultés de façon régulière afin d'être informés de l'évolution de la situation. De façon similaire, l'Université devrait créer un mécanisme de concertation permanent des étudiants francophones avec les vice-provost académiques et aux études supérieures afin de poursuivre le dialogue sur la qualité de l'offre de cours, les horaires, les outils pédagogiques et tout autre sujet important pour la qualité de leur expérience étudiante.

Le rapport n'aborde pas la question du bilinguisme des professeurs, mais il serait utile d'étudier comment les doyens prennent en compte les compétences linguistiques des professeurs lors de leur embauche et promotion, car la situation linguistique du corps professoral peut aussi affecter l'offre de cours et l'expérience étudiante⁵⁴. De façon plus

⁵³ La question fait partie des enjeux soulevés dans les recommandations de 2015 de la Commission permanente.

⁵⁴ Voir l'annexe 5 pour les données sur le bilinguisme des employés administratifs et du corps professoral. À titre d'exemple, voir le poste en science infirmière affiché dans le site de l'université

générale, il est difficile de construire une communauté apte à communiquer dans les deux langues si le corps enseignant ne comprend pas l'autre langue officielle.

Lors des consultations, certaines personnes ont indiqué que les professeurs n'étaient pas informés de façon systématique du droit des étudiants de rédiger leurs travaux dans la langue officielle de leur choix – ces informations n'apparaissent pas automatiquement dans les plans de cours. Le Règlement sur le bilinguisme est sans ambiguïté.

Tout étudiant a le droit d'utiliser le français ou l'anglais dans ses communications avec l'administration centrale, les services généraux de l'Université ainsi qu'avec l'administration de toute unité scolaire. L'étudiant a le droit de recevoir les services dans la langue de son choix.

Tout étudiant a le droit d'exiger qu'un cours se déroule dans la langue utilisée pour le décrire dans l'annuaire.

Tout étudiant a le droit de rédiger ses travaux et de répondre aux questions d'examen dans la langue officielle de son choix, et ce, indépendamment de la langue d'enseignement du cours, à l'exception des programmes et des cours pour lesquels la langue est une exigence.

Dans les programmes visant à desservir les communautés francophones de l'Ontario et du Canada, les unités scolaires présentent au Sénat les mesures mises en place afin d'assurer que les étudiants maîtrisent le français pour l'exercice de leur profession⁵⁵.

De plus, combien de professeurs anglophones ou francophones savent qu'ils travaillent dans une région désignée en vertu de la *Loi sur les services en français* ou que l'Université d'Ottawa est également une institution désignée pour offrir des services en français en vertu de cette même loi? Plusieurs personnes lors des consultations ont souligné l'importance de sensibiliser les collègues à la réalité de la région afin qu'ils puissent former les étudiants à leurs futures obligations en tant que professionnels qui risquent de travailler dans une région désignée en vertu de la *Loi sur les services en français*. Le Service d'appui à l'apprentissage et à l'enseignement (SAEA), en collaboration avec l'agent principal des politiques linguistiques, est tout indiqué pour développer des outils pour mieux faire connaître la francophonie et organiser des ateliers sur les obligations de l'Université d'Ottawa en matière de services en français. De plus, il existe une expertise dans le domaine au sein du corps professoral à l'Université, que ce soit au programme de common law français, à la Faculté des sciences sociales ou encore à la Faculté des sciences de la santé. Ces experts pourraient être invités à collaborer au développement de ces outils à titre de personnes-ressources.

<https://www.uottawa.ca/vice-recteur-etudes/affaires-professorales/recrutement-facultaire/postes-pourvoir-en-sciences-infirmieres>. Les exigences « à l'embauche » n'exigent pas le bilinguisme. « La connaissance passive de l'autre langue officielle au Canada est une exigence pour la permanence, mais non pour l'embauche. Le bilinguisme anglais-français est un atout».

⁵⁵ <https://www.uottawa.ca/administration-et-gouvernance/reglement-scolaire-2-bilinguisme>

En plus de sensibiliser la communauté universitaire à la *Loi sur les services en français* en Ontario, une majorité de personnes rencontrée a insisté sur la nécessité d'améliorer les outils pédagogiques au service des étudiants qui suivent des cours en français. Ces outils sont importants dans une stratégie favorable au succès scolaire. Plusieurs ont souligné les erreurs de français dans les formulaires de l'Université ou encore l'incapacité d'utiliser l'interface Campus virtuel ou *Brightspace* pour communiquer en français avec leurs professeurs – d'ailleurs le fait que les logiciels achetés par l'Université d'Ottawa ont toujours des noms en anglais n'est pas une pratique qui vient renforcer le visage francophone de l'institution. La francisation de la plupart de ces outils est incomplète, que l'on pense aussi à uoCampus où les interfaces continuent d'être truffées de mots anglais, en particulier en ce qui a trait aux interfaces aux études supérieures. Il est de la responsabilité de l'Université de s'assurer que l'ensemble de ces outils de travail soit disponible dans un français impeccable et que les interfaces numériques prennent en compte l'identité francophone et bilingue de l'institution.

Les consultations ont aussi permis de prendre conscience du manque de ressources en français pour les étudiants qui suivent des cours en français, qu'ils soient autochtones, francophones ou anglophones. L'achat d'ouvrages en français semble représenter un coût supplémentaire du bilinguisme selon une certaine logique financière. Or, ces ressources sont essentielles dans une université bilingue – même les universités unilingues achètent des ouvrages dans plusieurs langues, cela devrait aller de soi dans une institution comme l'Université d'Ottawa. Il faut donc réaffirmer l'importance d'avoir des ressources en français adéquates pour les étudiants et pour l'ensemble de la communauté universitaire.

Depuis la désignation de l'Université d'Ottawa en vertu de la *Loi sur les services en français*, en 2015, trois ans se sont écoulés; il est dorénavant le temps de passer à une prochaine étape. Dans un premier temps, l'Université s'est engagée à évaluer l'incidence de la désignation partielle de l'Université sur l'offre de cours en français au 1^{er} cycle et les services en français. Dans un deuxième temps, le temps est venu d'étudier la possibilité de faire désigner les programmes aux études supérieures en vertu de la *Loi sur les services en français de l'Ontario*.

Pour une stratégie francophone de recrutement, de succès scolaire, de création de programmes et d'internationalisation : Plus l'Université souhaitera planifier son action, plus le Comité directeur sera appelé à jouer un rôle stratégique et plus il devra renforcer la collaboration avec les professeurs et les étudiants afin d'avoir une véritable portée sur le plan institutionnel. La francophonie fait partie des priorités institutionnelles de l'Université d'Ottawa, mais l'approche du Comité directeur vise des individus au sein d'un système de services alors que l'Université représente un espace de vie. Le recrutement d'étudiants francophones doit aussi se raccrocher à un projet de renforcement institutionnel de l'espace francophone au sein de l'Université. En d'autres mots, en plus de lier le recrutement au succès scolaire, à la revitalisation des programmes et à l'internationalisation, il y a lieu de développer une approche de type institutionnelle pour accroître la présence et le rayonnement du français sur le campus.

Trois concepts doivent être au cœur d'une stratégie institutionnelle de recrutement. Ce sont ceux d'espace paritaire, d'espace minoritaire et d'espace de vulnérabilité auxquels il faut aussi raccrocher l'immersion.

Les espaces paritaires : La notion de parité fait référence à l'équilibre entre les effectifs francophones et anglophones. À titre d'exemple, aux études supérieures, des facultés comme la Faculté des sciences sociales tout comme la Faculté des sciences de la santé ont des seuils importants d'effectifs étudiants francophones et constituent des espaces paritaires sur le plan linguistique.

Les espaces minoritaires : Il existe un seuil reconnu dans le domaine des études sur les groupes minoritaires, soit 33 %, pour déterminer la capacité d'action ou d'influence d'un groupe sur le plan politique ou institutionnel⁵⁶. La notion d'espace minoritaire sert à identifier les espaces où les francophones ont cette capacité d'action. À titre d'exemple, au 1^{er} cycle, les étudiants francophones constituent 36,1 % de la population étudiante à la Faculté des sciences sociales. Ce pourcentage devrait leur permettre de maintenir une certaine capacité d'influence et d'action au sein de la Faculté.

Les espaces de vulnérabilité : En dessous du seuil de 33 %, les francophones se trouvent dans ce qu'on pourrait appeler des espaces de vulnérabilité, car ils ne peuvent pas constituer un groupe suffisamment important pour exercer une influence favorable à la prise en compte de leurs besoins ou enjeux. À titre d'exemple, dans les facultés des sciences ou à la Faculté des arts, les francophones constituent une minorité vulnérable. Ils ne réussissent pas à grimper à 30 % des effectifs scolaires. En d'autres mots, ils évoluent dans des espaces de vulnérabilité.

Adopter des cibles de recrutement francophone selon les espaces : En complémentarité avec l'action du comité directeur, la stratégie de recrutement de l'Université devrait comprendre un objectif de transformation des espaces minoritaires en espaces paritaires et des espaces de vulnérabilité en des espaces minoritaires. Chaque faculté devrait intervenir sur la qualité des espaces linguistiques en son sein et voir comment leur recrutement peut contribuer à la vitalité du français et la création d'un véritable milieu bilingue sur le campus. À cet effet, que les étudiants des cégeps soient en baisse à l'Université est préoccupant, car ils constituent un bassin important du Québec et un apport unique à la vitalité du français et du bilinguisme à l'Université. La mise en place de bourses ciblées pour accroître le nombre d'étudiants comme mentionné plus haut s'insérerait naturellement dans une telle stratégie ainsi que la revitalisation des programmes.

⁵⁶ Pour plus de détails, voir Mona Lena Krook et Diana Z. O'Brien, « The Politics of Groupe Representation : Quotas for Women and Minorities Worldwide », *Comparative Politics*, vol. 42, n° 3, 2010, p. 253-272. Pour une application au contexte francophone voir Linda Cardinal et Anne Mévellec, « La représentation politique des francophones à la ville d'Ottawa », dans Anne Gilbert, Michel Bock, Linda Cardinal et François Charbonneau (dir.), *Ottawa, lieu de vie français*, Ottawa, Les Presses de l'Université d'Ottawa, 2017, p. 407-417.

L'immersion : Dans une stratégie institutionnelle de recrutement, le Régime d'immersion en français de l'Université d'Ottawa joue un rôle crucial, car il peut aussi contribuer à élargir la présence du français sur le campus et ajouter un autre volet à son rayonnement. En effet, les étudiants qui décident d'ajouter l'option immersion en français à leur programme d'études le font pour des raisons variées. Tous visent un certain niveau de bilinguisme : un grand nombre d'entre eux désirent mieux comprendre la culture francophone; d'autres veulent s'intégrer à la communauté francophone.

Dans une stratégie de recrutement, l'immersion a l'avantage d'élargir la masse critique d'étudiants qui peuvent maintenir et inciter l'Université à créer des cours en français. Au-delà de sa fonction utilitaire, l'immersion peut aussi contribuer à renforcer l'espace francophone au sein de l'Université, soit en permettant aux étudiants de mettre en pratique leurs compétences linguistiques, de développer leur appréciation culturelle et leur compréhension interculturelle. Les étudiants en immersion participent aussi à accroître la valeur du bilinguisme sur le campus et à favoriser son rayonnement. L'Université pourrait d'ailleurs souhaiter développer davantage de passerelles avec le gouvernement fédéral dans le cadre d'initiatives pour valoriser son programme d'immersion et l'employabilité de ses étudiants. Après 10 ans d'expérience dans le domaine de l'immersion, l'Université devrait aussi cibler certains programmes aux études supérieures qui pourraient se prêter à son régime.

Une stratégie de recherche appliquée : Lors des consultations, plusieurs ont suggéré le besoin d'une stratégie de recherche appliquée complémentaire aux activités du Comité directeur afin de voir à l'amélioration continue des pratiques de l'Université en matière de recrutement, d'accueil des étudiants ou de succès scolaire et de développement de programmes. Non seulement une telle initiative donnerait une nouvelle base scientifique à l'action en cours, par le passé, certains travaux ont permis de guider la création de services aux étudiants à l'Université afin d'améliorer le succès scolaire des francophones⁵⁷. L'Université est invitée à renouer avec cette pratique et à créer une entité de recherche appliquée à cette fin qui s'arrimerait avec les objectifs stratégiques du comité directeur.

Le Centre d'études en gouvernance a un axe de recherche sur la gouvernance universitaire. Il constitue un lieu naturel pour loger un groupe de recherche appliquée constitué de professeurs et de professionnels pour étudier les enjeux de la francophonie en vue d'appuyer la stratégie de l'Université. Un tel groupe proposera des moyens d'améliorer les services en français de façon continue⁵⁸. Le financement octroyé pourra servir de levier afin de développer un programme d'excellence en recherche sur le sujet, attirer des étudiants aux cycles supérieurs, diffuser les connaissances et publier des données pertinentes sur les pratiques de l'Université d'Ottawa⁵⁹.

⁵⁷ Sylvie Lamoureux, Alain Malette, Jean-Luc Daoust et Justin Ménard, *Accès et choix scolaires des élèves franco-ontariens*, 2010.

⁵⁸ Le Bureau de la qualité devrait aussi être associé à cette initiative.

⁵⁹ Étant donné que la gouvernance universitaire est un enjeu de plus en plus important dans les pays d'Afrique francophone, une telle initiative pourrait s'avérer pertinente dans le cadre d'une stratégie francophone de recrutement. Elle contribuerait au renforcement des capacités et de la francophonie.

Les services aux étudiants : Les services à la disposition des étudiants tout au long de leur programme d'étude sont nombreux, que l'on pense aux services comme le Carrefour francophone, le Service des sports, les services de santé mentale, Vie communautaire, le programme coop, le Bureau international, les bourses aux étudiants et le Centre Michaëlle-Jean. Le dernier rapport de la Commission permanente de 2015 avait ciblé les Services alimentaires et le Service des sports, car ces derniers exigeaient une attention particulière.

Pour leur part, les consultations ont permis de constater que l'accueil des étudiants internationaux mobilise de plus en plus le Bureau international. Le programme coop et les activités d'apprentissage expérientiel cherchent aussi à mieux desservir les étudiants francophones.

Dans l'ensemble, tant les données de 2015 que les consultations ont révélé que l'Université peut toujours faire mieux. Le rapport ne propose pas une analyse exhaustive des services, car ce travail revient à la Commission permanente, qui doit entamer son examen des programmes et des services aux étudiants sous peu. Par ailleurs, lors des consultations, plusieurs ont souligné l'importance d'embaucher des employés bilingues pour que le français puisse être une langue de travail et que les services soient bel et bien offerts en français. Ces personnes ont aussi souligné le besoin de mieux intégrer la francophonie aux activités des services afin que la francophonie ne soit pas perçue uniquement comme un « à-côté ».

Les consultations avec les associations étudiantes ont aussi révélé qu'il manquait d'activités en français dans le cadre des journées d'accueil. Les clubs étudiants n'ont pas de politique de bilinguisme et n'auraient pas vraiment d'activités en français ou bilingues. Il y aurait probablement lieu de voir comment l'Université et le Regroupement des étudiants franco-ontariens (RÉFO) sur le campus pourraient collaborer à améliorer l'offre d'activités en français lors de la semaine d'accueil.

Parmi les services aux étudiants qui méritent une attention particulière sur ce plan, il y a le Carrefour francophone. Créé en 2011, le Carrefour a pour mission :

- d'agir à titre de carrefour de la vie socioculturelle francophone auprès de la population étudiante francophone et francophile de l'Université d'Ottawa.
- de promouvoir et d'appuyer le développement de la culture française en Ontario en permettant l'accès à une panoplie de ressources et d'informations relatives à celle-ci tout en considérant les cultures francophones venues d'ailleurs.
- de favoriser la consolidation, le renforcement et le réseautage de la communauté francophone de l'Université d'Ottawa grâce à des activités variées organisées en collaboration avec divers intervenants du milieu universitaire et de la région d'Ottawa⁶⁰.

Or, les consultations ont révélé que ce service était mal connu de la part des étudiants et de la communauté universitaire dans son ensemble. D'une part, peu savent

⁶⁰ <https://www.uottawa.ca/viecommunautaire/carrefour-francophone>

qu'il est logé au UCU 026. L'endroit est à la vue de tous, mais ne semble pas suffisamment bien placé pour attirer les presque 13 000 étudiantes et étudiants francophones sur le campus. D'autre part, étant donné que le Carrefour francophone ne publicise ses activités que dans Facebook, il est difficile pour les membres de la communauté universitaire qui n'utilisent pas les réseaux sociaux d'être informés des activités du carrefour.

Les consultations ont permis de souligner qu'à part la Journée des Franco-Ontariens, le 25 septembre de chaque année et le mois de mars qui est le mois de la francophonie, le Carrefour ne proposait pas assez d'activités pour favoriser le rayonnement de la francophonie sur le campus. Ou encore, ces activités ne sont pas suffisamment publicisées sur le campus et dans la communauté. Selon plusieurs, les occasions de collaborer avec le Carrefour ne sont pas assez nombreuses et soutenues. Il y aurait lieu de faciliter des rapprochements entre les associations étudiantes et le Carrefour afin de mieux faire connaître ce dernier et lui donner une plus grande envergure au sein de la communauté universitaire. Le comité de programmation du Carrefour qui rassemble tous les intervenants devrait se rencontrer de façon plus régulière.

Pour les représentants étudiants rencontrés dans le cadre des consultations, les activités sociales et culturelles sur le campus doivent aussi prendre en compte la diversité du milieu francophone, dont le fait qu'elle comprend des étudiants qui viennent de plusieurs pays la francophonie internationale, mais également des francophiles. La francophonie sur le campus accueille aussi des étudiants autochtones. La transversalité propre à chaque milieu caractérise la francophonie à l'Université d'Ottawa. Des activités qui prennent en compte les questions d'inclusion, d'accessibilité ou encore les préoccupations des membres de la communauté francophone LGBTQ2 permettraient de mieux faire apparaître la nature complexe et diversifiée de l'espace francophone sur le campus.

Par ailleurs, le Carrefour fait partie du service Vie communautaire, dont il reçoit les financements et l'appui afin de réaliser son mandat. Étant donné son rôle clé pour favoriser la présence et le rayonnement du français sur le campus, il serait important de s'assurer qu'il reçoit les ressources nécessaires afin que le Carrefour francophone puisse jouer un rôle plus important au sein de l'Université et mieux réaliser son mandat. Entre autres, il serait important que le Carrefour francophone puisse accroître sa capacité de diffusion et de communication de ses activités en français.

La recherche

La recherche en français ou sur la francophonie mérite une attention particulière dans le cadre de ce rapport, car elle joue un rôle clé dans la mise en place d'un espace de vie intellectuelle riche et inspirant sur le campus. Pour le Recteur, « la recherche en français est vitale, parce que les chercheurs actuels forment la prochaine génération de chercheurs⁶¹. »

⁶¹ Jacques Frémont, « Discours au Gala Richelieu de la francophonie », Ottawa, Club Richelieu, 3 mars 2017.

État des lieux : Le vice-rectorat à la recherche comprend de nombreux services qui tombent sous sa responsabilité en plus des centres de recherche, instituts et chaires de recherche. Les facultés ont aussi des responsabilités dans le domaine de la recherche et jouent un rôle clé au sein de l'Université pour la mobilisation des chercheurs francophones.

La recherche interagit également avec de nombreux autres domaines, que ce soit les études supérieures qui attirent des étudiants de 2^e et de 3^e cycles et des chercheurs postdoctoraux. Grâce à l'expertise des chercheurs, l'Université peut rayonner et accroître sa présence dans les médias et les débats d'intérêt public. Son internationalisation repose aussi sur la réputation de ses chercheurs, qui attirent des étudiants de partout et font partie de réseau et partenariats de recherche internationaux.

À l'Université d'Ottawa, les thèmes de la francophonie et du bilinguisme font partie de l'axe prioritaire stratégique « Le Canada dans le monde » avec la santé, la cybersociété ainsi que les sciences moléculaires et environnementales⁶². Pour sa part, la Faculté des sciences sociales est la seule à identifier la francophonie comme une priorité de recherche dans son site, ce qui ne veut pas dire que la recherche en français ou sur la francophonie ne soit pas importante dans les autres facultés⁶³.

En 2004, l'Université crée un programme d'excellence en recherche sur la francophonie canadienne, qui comprend huit chaires. En 2007, les chaires francophonies ont aussi fondé le Collège des chaires de la francophonie afin de collaborer à l'organisation d'activités d'intégration et accueillir le nouveau programme de mineure et le certificat en études des francophonies. En 2007, elle crée l'Institut sur les langues officielles et le bilinguisme. En 2009, elle accueille le congrès de l'Association francophone pour l'avancement du savoir. En 2018, elle annonce l'attribution d'une nouvelle chaire francophonie sur les droits linguistiques⁶⁴.

Parmi ses partenariats internationaux en francophonie, l'Université d'Ottawa a une collaboration soutenue avec l'Université de Lyon, des liens avec l'Université de Liège, l'Université libre de Bruxelles et l'Université catholique de Louvain, et une nouvelle initiative en voie de se concrétiser avec le Centre national de la recherche scientifique⁶⁵. L'Université d'Ottawa est également partie prenante des Entretiens Jacques Cartier.

Il ne faut pas oublier les 30 centres et instituts de recherche qui jouent un rôle phare pour la mobilisation des connaissances et la diffusion des travaux des chercheurs de l'Université en plus d'accueillir des chercheurs de l'étranger. Il y a aussi la Bibliothèque et les Presses de l'Université d'Ottawa (PUO) qui permettent une diffusion de la recherche en français, en particulier à l'extérieur du Québec. Les PUO ont 19 collections bilingues, deux collections en français et deux collections en anglais, dont les livres parus sont

⁶² <https://recherche.uottawa.ca/au-sujet/axes-prioritaires-de-developpement-de-la-recherche>

⁶³ <https://sciencessociales.uottawa.ca/recherche>

⁶⁴ Vice-rectorat à la recherche, *La Francophonie au vice-rectorat à la recherche*, Université d'Ottawa, 2018.

⁶⁵ Vice-rectorat à la recherche, *La Francophonie au vice-rectorat à la recherche*, Université d'Ottawa, 2018.

souvent finalistes à des prix, en plus d'un programme de traduction en collaboration avec l'École de traduction et d'interprétation de la Faculté des arts.

Valoriser la recherche en français et sur la francophonie : Malgré l'appui de l'Université à ses chercheurs francophones, les consultations ont révélé plusieurs enjeux, en particulier, le besoin d'une stratégie de valorisation de la recherche en français et sur la francophonie au sein de l'institution. Le vice-rectorat à la recherche semble conscient de ce besoin et souhaite mobiliser des thèmes porteurs pour promouvoir la recherche en français ou sur la francophonie. Parmi ces thèmes, il y a la santé, les mouvements migratoires et le vieillissement, mais ceux-ci ne sont pas exhaustifs. Il est encore trop tôt pour voir ce à quoi ressemblera la nouvelle stratégie de recherche que le vice-rectorat souhaite proposer aux chercheurs. Nonobstant, il est encourageant de constater que l'Université veut devenir un centre d'excellence pour la recherche en francophonie. En tant que centre d'excellence, elle doit aussi s'appuyer sur ses piliers, soit les centres et les instituts de recherche ainsi que les chaires francophonies.

Les chaires francophonies : En 2018, un comité constitué des doyens de la Faculté des arts et de la Faculté des sciences sociales et de deux titulaires d'une chaire de la francophonie canadienne à l'Université a procédé à une évaluation de la situation et proposé un renouvellement du programme des chaires francophonies⁶⁶. Ce travail comprend la recommandation de créer un nouveau programme de 11 chaires sur le Monde francophone⁶⁷. Le renouvellement du programme des chaires s'impose dans le cadre de la stratégie de valorisation de la recherche en français et sur la francophonie.

En plus des propositions du comité de travail sur les chaires et dans un souci d'accroître la visibilité des chaires, un comité consultatif externe sur les chaires devrait être créé. Ce comité serait formé de partenaires clés en recherche et dans la francophonie. Il serait présidé par la vice-rectrice associée à la recherche.

Les centres et instituts de recherche : Lors du lancement des conférences Mauril-Bélanger sous la responsabilité du Centre interdisciplinaire de recherche sur la citoyenneté et les minorités (CIRCEM) en collaboration avec Bibliothèque et Archives Canada, le Recteur déclarait que le CIRCEM « est un des centres de recherche les plus dynamiques de l'Université d'Ottawa où ses chercheurs travaillent sur la citoyenneté sociale, juridique et politique, la démocratie et les groupes minoritaires. Ils ont pour mandat d'animer la vie intellectuelle en langue française et d'assurer le bilinguisme

⁶⁶ Maurice Lévesque, Kevin Kee, Marie-Claude Thifault et E.-Martin Meunier, *Projet du nouveau programme des chaires de recherche sur le monde francophone de l'Université d'Ottawa, 2018-2028*, Comité de travail du vice-recteur aux études et du vice-recteur à la recherche, 23 avril 2018.

⁶⁷ Les chaires porteront sur les aires culturelles suivantes :

Francophonie canadienne et américaine (trois chaires)

Francophonie ontarienne (trois chaires)

Monde francophone (quatre chaires)

Francophonie mobilité (une chaire attribuée sur invitation à des chercheurs internationaux spécialistes de la francophonie dans différents domaines).

universitaire.⁶⁸ » Toutefois, il n’y a que trois centres et instituts qui ont des mandats francophones ou bilingues. En plus du CIRCEM, la francophonie et le bilinguisme font partie des mandats du Centre de recherche en civilisation canadienne-française (CRCCF) et de l’Institut sur les langues officielles et le bilinguisme (ILOB). Le Centre d’études en gouvernance a une activité de recherche bilingue, le Centre de recherche en droit, technologie et société a été bilinguisé récemment, mais les autres centres et instituts ne sont pas des espaces de vie intellectuelle en français ou bilingues. Ils fonctionnent généralement en anglais et leur programmation est exclusivement en anglais, sauf exception.

Étant donné que peu de centres et instituts ont un mandat francophone ou bilingue, l’Université devrait appuyer sans hésiter les centres existants ou encore susciter la création de nouveaux centres de recherche afin d’élargir l’espace de recherche en français sur le campus. Le vice-rectorat à la recherche devrait aussi prévoir un financement afin d’appuyer l’organisation d’activités en français dans les autres centres et instituts qui ne fonctionnent qu’en anglais. Ce financement temporaire pourrait être octroyé aux centres et instituts francophones existant pour susciter de nouvelles collaborations avec les autres centres et instituts et les aider à ajouter des activités en français à leur programmation.

Les consultations ont aussi montré le besoin d’appuyer les directions de centres et d’instituts sur le plan logistique. Étant donné que les centres et les instituts ont de plus en plus une obligation d’obtenir des financements externes, les directions de centres et instituts ont besoin d’appui pour la préparation de leurs nombreuses demandes de financement. Étant donné que leurs activités doivent être publicisées dans les deux langues officielles, ils ont aussi besoin d’un appui pour la révision linguistique et la traduction de leurs outils de communication.

L’avenir de la recherche en français : Les consultations ont révélé que la préoccupation de l’Université pour son rang dans les palmarès a conduit à une certaine dévalorisation de la recherche en français et sur la francophonie. Publier en anglais est une réalité pour la majorité des chercheurs. Par contre, il est très encourageant de constater que nombreux sont ceux et celles qui veulent poursuivre une activité de recherche en français. Dans le but de contribuer au rayonnement de la recherche en français, la stratégie de valorisation de la recherche en français de l’Université pourrait aussi comprendre un volet externe. L’Université devrait travailler de concert avec les organismes de recherche au Canada et les organisations internationales, dont l’Agence universitaire de la Francophonie et l’Association des collèges et universités de la francophonie canadienne en vue d’une stratégie pour accroître les ressources et les outils pour valoriser la production des savoirs en français

À l’interne, l’Université ne devrait pas hésiter à réaffirmer la valeur des publications en français lors de l’évaluation des embauches et des promotions des professeurs. Le vice-rectorat à la recherche devrait aussi diffuser davantage les résultats et innovations dans le domaine de la recherche en français et sur la francophonie dans le cadre de sa revue *Perspective*. De plus, des chercheurs anglophones qui souhaitent écrire en français ou des chercheurs francophones qui veulent publier en anglais devraient bénéficier d’un appui

⁶⁸ Discours du Recteur Jacques Frémont, Ottawa, Bibliothèque et Archives Canada, 15 février 2018.

technique de la part de l'Université comme un outil Antidote. Il est peut-être étonnant d'apprendre que cet outil n'est pas disponible gratuitement aux membres du corps professoral alors qu'il est accessible aux étudiants et aux employés administratifs. Un autre enjeu est aussi le financement des frais d'accès libre aux publications en français.

Actions proposées : Pour que l'Université puisse poursuivre l'amélioration de ses services en français afin d'accroître la présence du français sur le campus, mieux faire rayonner la francophonie et pour qu'elle poursuive son excellence en recherche, le plan d'action propose de

Actions structurantes	Responsables
Créer et mettre en place un mécanisme permanent de concertation des étudiants avec la vice-provost aux affaires académiques et la vice-provost aux études supérieures et postdoctorales afin de poursuivre le dialogue sur la qualité de l'offre de cours, les horaires, les outils pédagogiques et tout autre sujet important pour la qualité de leur expérience étudiante en français	Vice-provost aux affaires académiques, Vice-provost aux études supérieures et postdoctorales et <i>Dirigeant principal</i>
Mobiliser les parties prenantes, concevoir et mettre en place une stratégie globale et intégrée de développement et de gestion des effectifs pour le recrutement, le succès scolaire, l'offre de cours appropriée et la revitalisation des programmes en français, dont une stratégie de bourses pour le recrutement d'étudiants francophones	Comité directeur, GES, facultés et <i>Dirigeant principal</i>
Créer un groupe de recherche appliquée sur le développement et la gestion des effectifs francophones	GES, Centre d'études en gouvernance, <i>Dirigeant principal</i>
Revoir la gouvernance du Carrefour francophone et lui allouer des ressources plus conséquentes pour faire rayonner le français sur le campus, incluant dans le cadre des activités de recrutement et d'accueil. Entre autres, octroyer les ressources nécessaires pour que le Carrefour francophone puisse publiciser à plus grande échelle ses événements dans la Gazette, le magazine pour étudiants le Gee, de même que dans les médias sociaux et le site internet de l'Université	Vice-recteur associé à la vie étudiante et <i>Dirigeant principal</i>
Renouveler le programme des chaires sur la francophonie tel que proposé dans le rapport du Comité de travail du vice-recteur aux études et du vice-recteur à la recherche	Vice-recteur à la recherche et vice-rectrice associée à la recherche
Mettre sur pied un comité consultatif externe sur les chaires de la francophonie	Vice-rectrice associée à la recherche

Travailler de concert avec les organismes de recherche au Canada et les organisations internationales, dont l'Agence universitaire de la Francophonie et l'Association des collèges et universités de la francophonie canadienne en vue de l'élaboration d'une stratégie de valorisation de la production des savoirs en français	Vice-recteur à la recherche et vice-rectrice associée à la recherche
---	--

Actions particulières	Responsables
Améliorer les outils pédagogiques de l'Université, dont les formulaires dans les interfaces uoCampus et Campus virtuel afin de compléter leur francisation	Vice-recteur aux ressources et Service des technologies de l'information
Fournir des outils de formation aux employés, professeurs et étudiants de l'Université d'Ottawa sur la francophonie et les langues officielles, et de façon plus particulière, sur les obligations créées par les lois linguistiques et les règlements en vigueur au sein de l'institution	Agent principal des politiques et Services d'appui à l'enseignement et à l'apprentissage
Octroyer les ressources nécessaires pour créer un programme de publication de manuels universitaires en français en collaboration avec des éditeurs francophones incluant les Presses de l'Université d'Ottawa	Vice-rectrice associée à la recherche
Garantir que les étudiants puissent avoir accès à un choix de cours en français diversifié et à des horaires raisonnables	GES et adjointes scolaires
Étendre le régime d'immersion aux études supérieures	Facultés et Directrice du programme de l'immersion
Évaluer l'impact de la désignation partielle de l'Université d'Ottawa en vertu de la <i>Loi sur les services en français de l'Ontario</i> sur l'offre de programmes, de cours au 1 ^{er} cycle, et de services en français aux étudiants	<i>Dirigeant principal</i>
Étudier la possibilité de faire désigner les programmes aux études supérieures en vertu de la <i>Loi sur les services en français de l'Ontario</i>	<i>Dirigeant principal</i>
Proposer des actions en vue de l'amélioration continue des services en français sur le campus. Entre autres, préciser comment la francophonie est ou devrait être une priorité dans les plans de services, les objectifs annuels du personnel administratif et la reddition de compte	Vice-recteur associée aux services aux étudiants et <i>Dirigeant principal</i>
Faire un état des lieux des exigences de bilinguisme imposées aux professeurs lors de leur embauche et de l'octroi des promotions.	Facultés et <i>Dirigeant principal</i>

Proposer des actions correctrices, le cas échéant	
Octroyer les ressources pour que le Carrefour francophone, le Régime d'immersion, le Bureau international et l'Institut des langues officielles et du bilinguisme puissent collaborer et organiser conjointement des activités auprès des étudiants francophiles et internationaux afin de leur faire découvrir la culture francophone sur le campus et dans la région et leur donner l'occasion de vivre en français	Directeurs de services
Créer un fonds spécial afin de susciter la création de nouveaux centres de recherche en français et pour susciter des activités en français dans les centres et les instituts de recherche qui ne fonctionnent qu'en anglais	Vice-rectrice associée à la recherche
Confier à une personne au vice-rectorat à la recherche le mandat de travailler en appui aux centres et instituts de recherche sur le plan de la logistique et la préparation de leurs demandes de financement externes	Vice-rectrice associée à la recherche
Diffuser de façon régulière les résultats et innovations dans le domaine de la recherche en français et sur la francophonie dans le cadre de la revue Perspective	Vice-rectrice associée à la recherche
Offrir aux membres du corps professoral des outils d'édition afin de leur permettre de publier dans l'autre langue officielle et financer les droits d'accès libre aux publications en français	Vice-rectrice associée à la recherche
Garantir que les publications en français sont prises en compte lors de l'évaluation des embauches et des promotions des professeurs	Comité mixte du Sénat et du Bureau des gouverneurs

OBJECTIF 3 : MIEUX COMMUNIQUER LA MISSION FRANCOPHONE DE L'UNIVERSITÉ À SES DIFFÉRENTS PUBLICS CIBLES

État des lieux : Les publics de l'Université sont à la fois internes et externes à l'institution et sont multiples⁶⁹. À l'interne, il y a la population étudiante dans son ensemble, le corps professoral, les employés administratifs, les syndicats, les associations, les clubs étudiants, les fournisseurs de services. Il y a aussi des publics francophones, anglophones, autochtones ou encore internationaux, en plus des publics concernés par des enjeux comme l'accessibilité. La communauté universitaire peut se constituer en une diversité de publics et ainsi former un groupe d'influence au sein de l'institution.

À l'externe, les publics cibles sont également multiples et diversifiés. Il y a la communauté francophone locale, provinciale, nationale et internationale, les gouvernements – municipal, provincial et fédéral –, les agences universitaires, le gens d'affaires, les médias locaux, nationaux et internationaux, les étudiantes et étudiants potentiels, les diplômés, les donateurs et le grand public

Le vice-rectorat aux relations extérieures, qui comprend le service des communications, le bureau de développement, le service des relations avec les diplômés – que l'Université évalue à 200 000 personnes –, les services linguistiques et les services de gestion informationnelle contribuent de façon importante au lien entre l'Université et ses publics cibles. Comme l'indique le site internet, la Direction générale des communications diffuse les actualités de l'Université d'Ottawa et rehausse sa réputation et son image de marque. Elle fait connaître l'Université d'Ottawa auprès des médias locaux, nationaux et internationaux, des étudiantes et étudiants potentiels, des diplômés, des donateurs et du grand public⁷⁰. Sa mission consiste également à diffuser les nouvelles et les informations sur l'Université aux membres du corps professoral, à la population étudiante et aux membres du personnel.

Le vice-rectorat aux relations extérieures est aussi au cœur de la campagne de financement de l'Université d'Ottawa. Son slogan, « Défier les conventions » cherche à marquer les esprits et à susciter l'intérêt pour les différents projets d'avenir de l'institution.

Pour un changement de message sur la francophonie aux publics cibles de l'Université d'Ottawa : Au cœur de son message à ses publics francophones et francophiles, l'Université affirme de façon régulière que la francophonie fait partie de son ADN. Or, les consultations ont donné l'impression que l'Université avait trop souvent tendance à rappeler que celle-ci représentait un coût supplémentaire à son fonctionnement. Plusieurs ont aussi souligné qu'à force de parler d'assainissement budgétaire, certains

⁶⁹ Par l'expression « public cible », il faut entendre un collectif d'individus ou une arène. Un public cible c'est un groupe vers qui une entité donnée, dont une institution, publicise son action. Ces publics peuvent aussi souhaiter influencer l'action et apporter des changements dans un domaine donné. Comment rendre public ou comment publiciser son action? Les médias sont des intermédiaires importants entre un public et son destinataire. Comme le rappelle John Dewey, les médias jouent un rôle de rassembleur. Ils contribuent aussi à faire subsister un groupe. Le public et ses problèmes (1927) de Dewey

⁷⁰ <https://www.uottawa.ca/relations-exterieures/direction-generale-des-communications>

secteurs ou avaient perdu de vue la mission francophone de l'Université pour la concevoir principalement comme une institution monolingue ou uniquement en anglais.

La majorité des personnes que nous avons rencontrée veut que l'Université renouève son engagement envers la francophonie en des termes dynamiques, valorisants et favorables à une action plus vigoureuse au sein de l'institution et auprès de ses publics. Ces personnes se représentent largement la francophonie à l'image d'un ensemble de cercles concentriques qui se démultiplient pour inclure à la fois la francophonie ontarienne, canadienne, internationale, les bilingues, les francophiles, mais aussi les autochtones qui parlent français et qui suivent leurs cours en français. Comme nous l'avons souligné plus haut, la francophonie à l'Université d'Ottawa est loin de constituer un groupe homogène. Elle comprend tous ceux et celles qui s'identifient à la mission francophone de l'Université, qui considèrent que la francophonie doit constituer un espace de vie intellectuelle et un levier pour rayonner davantage sur les plans culturel, social, économique, scientifique et technologique⁷¹.

Comme l'explique le Recteur, en raison de son lien avec le monde francophone, l'Université d'Ottawa, « joue [...] un rôle catalyseur; elle encourage l'excellence et les échanges interdisciplinaires entre chercheurs, elle nous permet d'attirer les meilleurs étudiants et chercheurs d'ici et d'ailleurs et de leur donner un environnement stimulant pour s'épanouir. Surtout, elle contribue à l'avancement du savoir... en français⁷². » Le Recteur veut que la francophonie internationale soit un tremplin important pour le rayonnement de l'institution et son développement, car « S'ouvrir à la francophonie internationale est un vecteur de changement positif⁷³. »

À cette approche plus mobilisatrice de la francophonie se greffent aussi des représentations inspirantes du bilinguisme et de la diversité culturelle qui font appel à de nouvelles façons de faire. À titre d'exemple, certains souhaiteraient une meilleure intégration des différentes traditions intellectuelles francophones, anglophones, autochtones, mais également hispanophones ou encore arabophones ou asiatiques au sein des enseignements et plans de cours. Pour d'autres, la représentation de la francophonie doit se conjuguer de façon transversale avec l'action de l'Université envers les autres groupes sur le campus, soit les anglophones et les autochtones. Tous devraient converger vers une intégration toujours plus réussie de la diversité au sein de sa mission d'enseignement et de recherche. Par ailleurs, le fait de travailler à l'Université d'Ottawa devrait aussi faire réfléchir à la coconstruction des savoirs dans un environnement officiellement bilingue. Bien que la langue ne soit pas qu'un outil de communication, il est pertinent de comprendre les contextes spécifiques dans lesquels les membres de la communauté universitaire utilisent les deux langues officielles.

⁷¹ Tel que permet de le constater le plus récent exercice de prospective de Statistique Canada sur la langue, les données montrent que la situation du français en Ontario, en particulier dans la région d'Ottawa-Gatineau, est relativement stable – voir annexe 5.

⁷² Jacques Frémont, « Discours au Gala Richelieu de la francophonie », Ottawa, Club Richelieu, 3 mars 2017.

⁷³ Jacques Frémont, « Discours au Gala Richelieu de la francophonie », Ottawa, Club Richelieu, 3 mars 2017.

Pour que l'Université puisse proposer un message porteur à ses publics internes et externes sur la francophonie et bien communiquer sa mission, elle pourrait s'appuyer sur les principes directeurs qui guident ce plan d'action. Elle devrait aussi revoir son image de marque afin que la francophonie soit plus visible dans sa représentation visuelle. En ce moment, elle a trois types d'images protocolaires⁷⁴. Dans sa version actualisée, les images proposées ont certainement un bel impact visuel, mais elles n'ont aucun repère qui permet de voir que l'Université est située dans un milieu bien réel, caractérisée par son histoire francophone, anglophone, sa diversité culturelle et son autochtonie. Il y a certes l'image classique du pavillon Tabaret, mais il manque des images qui montreraient combien l'histoire et l'avenir de l'Université sont liés à la communauté francophone.

Revoir les façons de faire : Les données sur les différentes façons de faire de la Direction générale des communications et des autres services du vice-rectorat aux relations extérieures manquent pour mieux comprendre comment ils identifient leurs publics francophones et tissent des liens avec eux incluant les différents services de communications et de marketing au sein de l'Université. De plus, comment ces services établissent-ils leurs plans de communication? Quelles sont leurs stratégies auprès des milieux francophones?

Par contre, les pratiques existantes montrent qu'il y aurait lieu de les revoir. À titre d'exemple, combien souvent les nouvelles en français sont-elles relayées dans le bulletin de presse de l'Université d'Ottawa? Autre exemple, le service des experts utilise l'anglais comme langue par défaut. Les liens en français nous conduisent automatiquement vers des informations en anglais. Les comptes de l'Université d'Ottawa sur certains réseaux sociaux sont souvent tout aussi problématiques. Les adresses sont uniquement en anglais dans de nombreux cas⁷⁵. Il ne serait pas trop compliqué d'améliorer l'empreinte francophone de l'Université d'Ottawa sur les réseaux sociaux en commençant par s'assurer que ses adresses et comptes sont bilingues.

Le site internet de l'Université : Le site internet de l'Université est un outil important pour maintenir son lien avec ses publics cibles. Il contient de nombreux renseignements sur la francophonie et l'ensemble des activités de l'Université, mais également de nombreuses erreurs de français. Il n'y a qu'à faire un tour rapide dans uoCampus pour le constater. Les services de communications et de marketing dans les facultés sont souvent responsables de ces erreurs. Comme susmentionné, il y aurait lieu de mieux comprendre les façons de faire existantes afin d'expliquer comment autant d'erreurs peuvent se glisser dans les pages du site internet de l'Université.

Par ailleurs, en 2016, l'Université crée un site internet spécifiquement consacré au mandat francophone de l'Université⁷⁶. Ce site regorge d'information pertinente sur la francophonie. C'est une initiative importante de la part du service des communications de l'Université. Or, le non-initié ne pourra pas trouver ce site facilement. Ce dernier n'est pas mis à jour de façon régulière alors que le site devrait jouer un rôle plus important dans le

⁷⁴ <https://www.uottawa.ca/marque/identite-visuelle/Image-de-marque-uottawa>

⁷⁵ Il a fallu une pluie de gazouillis avant que le compte sur la Diversité et l'inclusion soit traduit en français.

⁷⁶ <https://www.uottawa.ca/francophonie-bilinguisme/fondements-valeurs>

portail de l'Université, et même à des fins de marketing. Entre autres, il pourrait relayer des nouvelles en francophonie de façon quotidienne et devenir un véritable outil de promotion des initiatives francophones de l'Université, dont celles de ses professeurs, étudiants et services.

L'Université a aussi d'autres outils qui pourraient être mieux utilisés pour communiquer les activités en français sur le campus à ses publics cibles. Mentionnons le *Bulletin de la Gazette* (pour le personnel) et le bulletin *Le Gee* (pour les étudiants) qui sont envoyés chaque semaine à la communauté universitaire. La création d'une section particulière sur la francophonie serait une bonne façon d'accroître la visibilité de la francophonie sur le campus et constituer un outil permettant à l'Université de mieux communiquer sa mission francophone.

La Semaine des diplômés : Au printemps 2017, les activités organisées lors de la Semaine des diplômés en ont choqué plus d'un parce qu'elles étaient exclusivement en anglais. Malheureusement, aucune grande conférence ou table ronde en français destinée à l'ensemble de la communauté universitaire et à ses partenaires n'avait été programmée. En 2018, l'Université a corrigé le tir en incluant quelques activités en français au programme. Or, toutes les activités destinées aux diplômés devraient être de qualité et en nombre égaux à ses activités en anglais.

Le Forum Alex-Trebek : Comme l'indique le site internet de l'Université, « rendu possible grâce au don de 5 millions de dollars d'Alex Trebek, distingué diplômé de l'Université d'Ottawa, le Forum Alex-Trebek pour le dialogue vise à enrichir et élargir le débat public au Canada⁷⁷ ». De façon plus précise, le Forum pour le dialogue veut, entre autres, « mettre en lumière des projets de recherche portant sur les grands défis en matière de politiques publiques⁷⁸ ». Il veut ainsi « renforcer l'orientation stratégique et la mission d'enseignement et de recherche de l'Université en soutenant les activités liées au développement, aux relations avec les diplômés, aux relations gouvernementales, au marketing, aux communications, aux relations avec les médias et aux services linguistiques⁷⁹. »

En 2018, le Recteur a mis sur pied un comité de sélection des propositions de financement de colloques ou ateliers dans le cadre du Forum Alex-Trebek. Or, ce comité peine à financer des activités en français. En tant qu'espace de dialogue sur les langues et des cultures, une part du financement pourrait être utilisé pour financer des activités sur ce thème plus précis. Le pari est que le Forum Alex-Trebek serve à susciter davantage l'intérêt des chercheurs francophones et francophiles grâce à ce thème – l'Université pourrait même souhaiter organiser une rencontre internationale sur la gouvernance linguistique dans le domaine de l'enseignement supérieur dans le cadre du Forum sur le dialogue.

L'appui logistique aux centres et aux instituts : Il ne faut pas oublier les centres et les instituts qui jouent un rôle clé auprès des publics internes et externes de l'Université.

⁷⁷ <https://www.uottawa.ca/forum-pour-dialogue/>

⁷⁸ <https://www.uottawa.ca/forum-pour-dialogue/>

⁷⁹ <https://www.uottawa.ca/forum-pour-dialogue/>

Grâce à leurs activités de diffusion des connaissances et de rayonnement, ils servent de pôle d'attraction de ces publics, en plus d'être des agents importants pour la promotion de sa mission francophone. En effet, que l'on pense aux activités du CIRCEM, du CRFFC, de l'ILOB ou du Centre en gouvernance, ces centres et instituts rejoignent des publics variés et peuvent avoir des retombées importantes pour la renommée de l'Université d'Ottawa sur la scène francophone canadienne et internationale.

Les consultations auprès des centres et instituts qui ont des mandats plus spécifiquement francophones ont révélé que ces derniers sont très conscients de leur apport au développement d'un espace de vie en français sur le campus et au sein de la communauté francophone. Par contre, étant donné cette mission spéciale qui est la leur, les responsables aimeraient un appui plus soutenu de la part des services de communications facultaire et universitaire et des services linguistiques existants afin de mieux diffuser leurs informations, revoir leurs contenus et traduire leurs communiqués ou publicités en anglais afin de respecter les règlements de l'Université. L'inverse devrait aussi s'appliquer aux centres et instituts qui diffusent des activités uniquement en anglais.

Actions proposées : Pour que l'Université puisse mieux communiquer sa mission francophone à ses publics cibles, le plan d'action propose de

Actions structurantes	Responsables
Mettre en place une équipe francophone au sein du vice-rectorat au relations extérieures qui sera chargée de revoir le message de l'Université d'Ottawa sur la francophonie pour qu'il soit plus porteur, dynamique et mobilisateur, tant visuellement que textuellement	Vice-rectrice aux relations extérieures, Bureau du développement et relations avec les diplômés
Revoir les façons de faire à la Direction générale des communications ainsi que dans les services de communications et de marketing des facultés afin de mieux communiquer la mission francophone de l'Université à leurs différents publics	Vice-rectrice aux relations extérieures

Actions particulières	Responsables
Inclure un volet sur la francophonie dans les veilles médiatiques des mentions et des interventions de l'Université, de ses représentants et de ses professeurs et s'assurer qu'elles soient répertoriées de façon systématique.	Direction générale des communications
Accroître la qualité du français dans le site internet de l'Université par le moyen d'une révision soutenue et en continu	Services linguistiques
Bilinguiser les adresses officielles de l'Université dans les réseaux sociaux et ses messages envoyés dans la twittosphère	Direction générale des communications

Insérer une section dans la Gazette sur les nouvelles, les recherches et les événements portant spécifiquement sur la francophonie sur le campus	Direction générale des communications
Mettre en valeur la page internet de l'Université sur la francophonie et la rendre plus accessible à ses différents publics	Direction générale des communications et Agent principal des politiques linguistiques
Garantir l'organisation d'activités de haut niveau tant en français qu'en anglais pour les diplômés	Relations avec les diplômés
Solliciter des propositions de financement d'activités en français dans le cadre du Forum Alex-Trebek sur le dialogue	Recteur, vice-rectrice aux relations extérieures et facultés
Identifier des donateurs pour créer un fonds consacré à l'organisation d'activités ciblées sur le thème du dialogue des langues et des cultures au sein des mondes francophones	Relations avec les diplômés
Appuyer la direction des centres et instituts pour la rédaction, la diffusion et la traduction de leurs outils de communication	Direction générale des communications et Services linguistiques

CONCLUSION

Fidèle à son mandat envers la francophonie ontarienne, l'Université d'Ottawa forme des chefs de file et des professionnels qui contribuent au développement de leurs milieux. Grâce à son ancrage dans la francophonie ontarienne et à sa capacité de répondre aux besoins de formation de ses professionnels et de leaders dans des domaines importants pour son avenir, l'Université a une légitimité plus grande pour intervenir au sein de la francophonie canadienne et internationale. Située au confluent des communautés francophones minoritaires et majoritaires, elle occupe une place de choix dans la ville d'Ottawa où la présence francophone est également assurée par des ambassades et des consulats ainsi que les associations de la francophonie canadienne et plusieurs réseaux de la francophonie internationale. L'Université a aussi une solide réputation d'institution bilingue sur le plan international, ce qui en fait un endroit privilégié pour attirer des chercheurs et des étudiants francophones ou francophiles de partout dans le monde.

La francophonie et le bilinguisme sont des vecteurs qui enrichissent la mission d'enseignement et de recherche de l'Université d'Ottawa et doivent être au cœur du dialogue des langues et des cultures et plus largement au sein du monde francophone. Certes, l'Université participe à la production et à la diffusion des connaissances en français et en anglais. Elle constitue aussi un environnement unique pour la rencontre des traditions intellectuelles et culturelles, et pour la construction des savoirs dans un contexte caractérisé par sa diversité. L'internationalisation de l'enseignement supérieur et la globalisation de la société constituent un tremplin pour accroître le rôle de l'Université dans ce dialogue interlinguistique et interculturel. Si l'Université d'Ottawa peut s'enorgueillir d'être une grande université, si elle peut espérer continuer à l'être, c'est aussi pour ces raisons.

Les actions annoncées dans ce rapport n'épuisent pas la possibilité d'ajouter des propositions ou initiatives à cette liste – les consultations en vue du prochain plan stratégique seront l'occasion idéale pour poursuivre cet exercice. Par contre, même si elles ne sont pas exhaustives, les actions proposées ont l'avantage de reposer sur une approche globale et intégrée. Le plan d'action comprend trois axes : gouvernance, rayonnement et communication. Son ambition, pour le dire avec les mots de Paul Demers, est que les francophones et tous ceux qui s'identifient à la francophonie et au bilinguisme à l'Université d'Ottawa puissent prendre leur place au sein de l'institution sans gêne et sans arrière-pensée.

Revoir la structure de gouvernance, s'assurer de l'égalité réelle entre les francophones et les anglophones au chapitre de la recherche et des services offerts, participer de plain-pied à l'autochtonisation de l'institution et à son internationalisation, voilà autant de moyens qui permettront à l'Université d'Ottawa d'être un espace de vie intellectuelle riche en français et en anglais et un tremplin vers une citoyenneté pleine pour ses membres. Si l'Université est promise à un avenir meilleur, c'est aussi pour ces raisons.

Annexe 1 : Mandat

Le recteur a confié à la professeure Linda Cardinal le mandat d'examiner le dossier de la francophonie sur le campus afin de préparer un plan d'action qui pourra s'intégrer dans le prochain plan stratégique de l'Université. De manière plus spécifique il s'agira principalement :

- De reprendre les conclusions des différents comités relatives à la place du français sur le campus émis au fil des ans et les actualiser au besoin;
- D'examiner le modèle de gouvernance actuel des affaires francophones et de proposer des façons de le rendre plus efficace;
- De proposer des actions concrètes à court et à moyen terme afin de renforcer la présence du français sur le campus et d'en assurer le rayonnement;
- De proposer des mesures à mettre en place par l'Université afin de mieux faire connaître sa mission francophone auprès de ses différents publics cibles.

Afin de faciliter ce travail, la professeure Cardinal sera invitée à participer aux réunions de différents comités, dont la Commission permanente des affaires francophones et des langues officielles et le Comité directeur SEM. Elle aura également à consulter différents intervenants clés, dont des vice-recteurs associés, des vice-doyens et des directeurs de services.

Dans le cadre du présent mandat, la professeure Cardinal mettra sur pied un groupe de travail composé de professeurs, de membres du personnel administratif et d'étudiants. Elle recevra un appui administratif de l'agent principal des politiques linguistiques qui est un membre de l'équipe administrative du vice-recteur aux études et Provost.

Mandat du Groupe de travail

- Participer à trois réunions au semestre d'automne 2018. Les rencontres serviront à solliciter les avis des membres du groupe de travail lors de la présentation des diverses étapes d'avancement des travaux.
- Commenter, réviser et valider le plan d'action sur la francophonie

L'agent principal des politiques linguistiques est le secrétaire du groupe de travail.

Les membres du groupe de travail sont (en ordre alphabétique) :

- Vicky Barham, Vice-doyenne, premier cycle, Faculté des sciences sociales
- Richard Barwell, Doyen, Faculté d'éducation
- Manon Denis-Leblanc, Vice-doyenne intérimaire, Affaires francophones, Faculté de médecine
- Simone Dumas, Professeure adjointe, Département des sciences de la Terre et de l'environnement, Faculté des sciences
- Adel El Zaïm, Dirigeant principal de l'internationalisation
- Lavagnon Ika, Directeur du programme MSc en gestion, École de gestion Telfer

- Mathieu Laflamme, Doctorant, Département d'histoire, Faculté des Arts et membre de la Commission permanente sur les affaires francophones et les langues officielles
- Alain Malette, Directeur, Gestion des effectifs scolaires
- Martin Meunier, Professeur titulaire, École d'études sociologiques et anthropologiques, Faculté des sciences sociales et Collège des Chaires de la francophonie canadienne
- Rachel Ouellette, Chef de cabinet, Vice-rectorat aux études
- Sylvie Perrier, Directrice, Département d'histoire, Faculté des Arts
- Alain Roussy, Professeur adjoint, Faculté de Common law
- Marie-Claude Thifault, Professeure titulaire, Sciences de la santé
- Marcel Turcotte, Professeur titulaire, Faculté de génie
- Pamela Twagirayezu, Étudiante de premier cycle, École de service social, Faculté des sciences sociales, membre de la Commission permanente sur les affaires francophones et les langues officielles

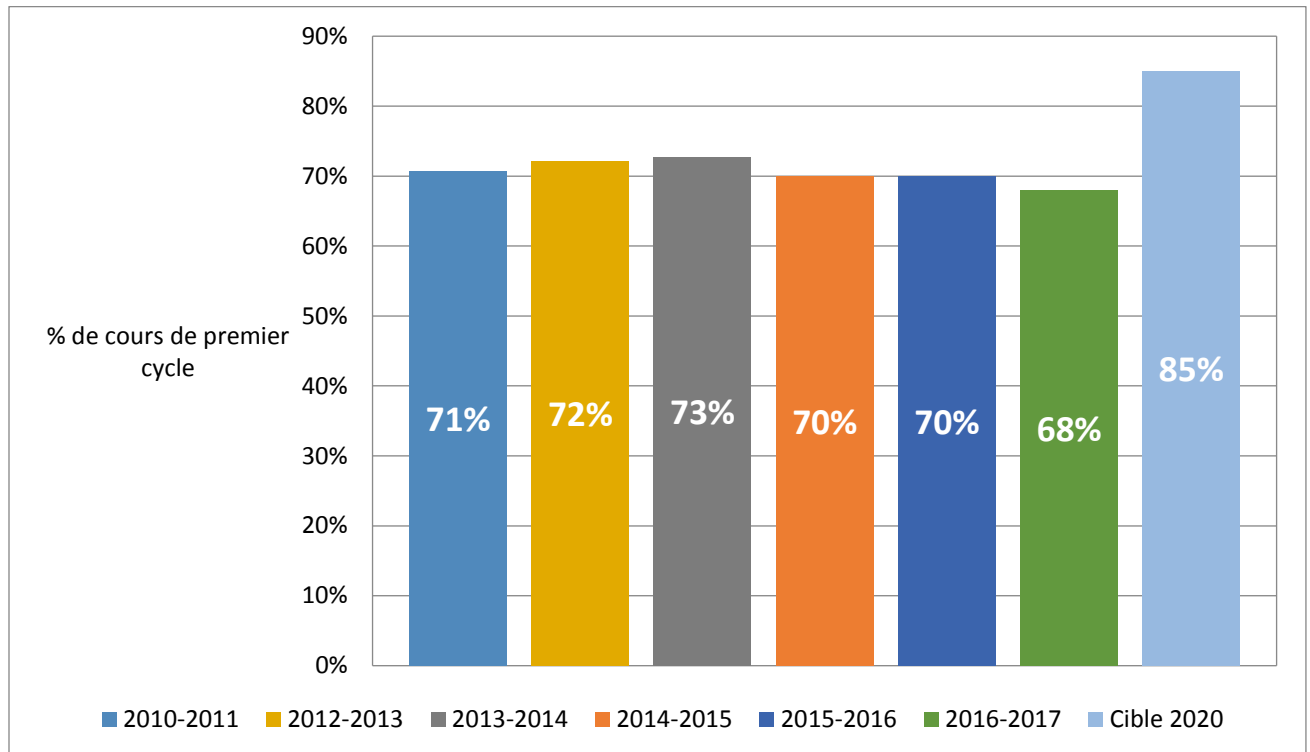
Annexe 2 : Liste des entretiens

Entretiens	Titres
Bureau des gouverneurs	
Kathryn Butler Malette	Présidente
Comité d'administration	
Jacques Frémont	Recteur
David Graham	Provost et vice-recteur aux affaires académiques
Marc Joyal	Vice-recteur, Ressources
Sylvain Charbonneau	Vice-recteur, Recherche
Annick Bergeron	Secrétaire générale
Jacline Nyman	Vice-rectrice, Relations extérieures
Vice-rectrices et vice-recteurs	
Aline Germain-Rutherford	Vice-provost, Affaires académiques
Claire Turenne-Sjolander Sophie St-Denis	Vice-provost, Études supérieures et postdoctorales Gestionnaire des règlements aux études supérieures
Gary Slater Michel Guilbault	Vice-recteur associé, Affaires étudiantes Vice-recteur associé à la vie étudiante
Martine Lagacé	Vice-rectrice associée, Promotion et développement de la recherche
Éric Bercier Sonia Cadieux Alain Malette	Vice-recteur associé, Gestion des effectifs étudiants et registraire Registraire associé Directeur principal, Recrutement, admissions et développement des marchés
Services	
François Carrier Adel El Zaim	Directeur, Recherche internationale Dirigeant principal de l'internationalisation
Brenda Macdougall Tareyn Johnson	Déleguée universitaire à la participation autochtone Directrice des affaires autochtones
Oumar Touré	Responsable du recrutement en Afrique
Stéphane Cardinal Régine Legault-Bouchard Gaby St-Pierre Anne-Chantal Soucie Sylvie Tremblay	Directrice, Centre Michaëlle-Jean Directrice par intérim, Bureau international Directeur, Coop et carrières. Directrice, Régime d'immersion Directrice, Service d'appui au succès scolaire
Facultés et instituts	
	Collège des doyennes et doyens
	Réunion des vice-doyennes et vice-doyens aux études de premier cycle

	Réunion des vice-doyennes et vice-doyens aux études supérieures
	Réunion des vice-doyennes et vice-doyens à la recherche
Sylvie Lamoureux	Vice-doyenne à la gouvernance et aux relations extérieures, Faculté des arts
	Rencontre des vice-doyennes et vice-doyens à la gouvernance
	Rencontre des directrices et directeurs des centres et instituts de recherche
Associations étudiantes	
Rizki Rachiq	Président, Fédération étudiante de l'Université d'Ottawa
Maité Girard English	Commissaire aux affaires externes, Association des étudiant.e.s diplômé.e.s de l'Université d'Ottawa
Radi Shahroui, Kelia Wane et François Hastir	Coprésident-e-s et directeur général du Regroupement étudiant franco-ontarien
Gestionnaire	
Daniel Hubert	Bureau des affaires francophones, Faculté de médecine
Comités institutionnels	
	Commission permanente des affaires francophones et des langues officielles
	Comité de gestion stratégique des effectifs scolaires

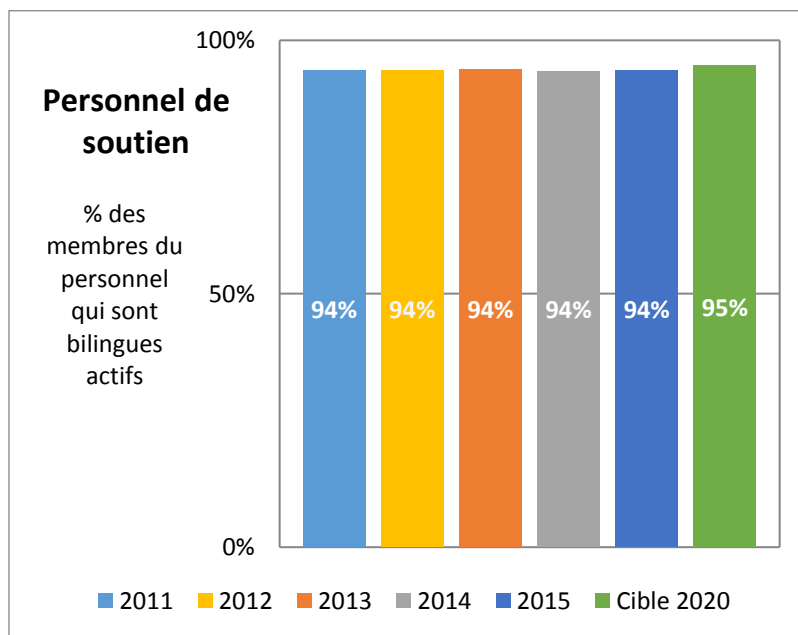
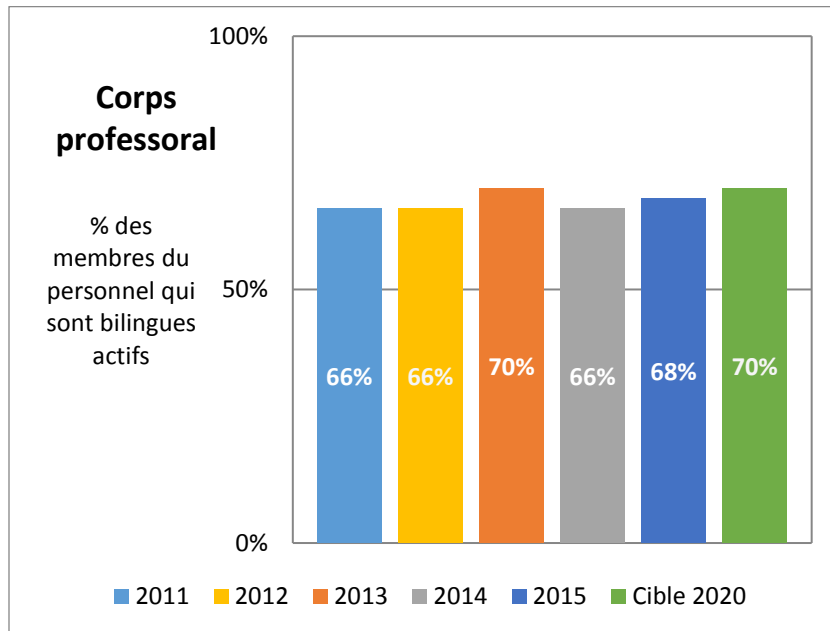
Annexe 3 : Voir à la page 57 et ss.

Annexe 4 : Disponibilité des cours en français et en anglais



- Définition : Pourcentage de cours de premier cycle offerts en français et en anglais par rapport au nombre total de cours de premier cycle approuvés par le Sénat dans les deux langues et offerts à l'Université. Ce total ne comprend pas : tout cours n'ayant pas d'équivalent dans l'autre langue incluant les cours de langue (p. ex. français, anglais, espagnol, italien, langue seconde, etc.) et de laboratoire, les cours autofinancés (MBA pour cadres, qualifications additionnelles pour enseignants), ainsi que les cours suivis à l'extérieur de l'Université d'Ottawa.
- Note : En raison du cadre réglementaire des programmes d'études, l'Université n'est pas en mesure d'offrir tous ses programmes dans les deux langues.
- Source : Recherche institutionnelle et planification (uOttawa)

Annexe 5 : Bilinguisme du corps professoral et des employés administratifs



- Définition : pourcentage de personnes qui sont activement bilingues au sein du corps professoral régulier et du personnel de soutien régulier.
- Source : Recherche institutionnelle et planification (uOttawa)

Annexe 6

Statistiques complémentaires et prospectives : francophonie en Ontario français en 2036

Selon le rapport Houle et Corbeil, au Canada hors Québec, il y avait près de 2,6 millions de personnes capables de soutenir une discussion en français ou en l'anglais en 2011. Ce nombre est susceptible d'augmenter de 509 000 à 731 000 individus selon les scénarios d'immigration envisagés, pour se situer entre un peu moins de 3,1 millions et 3,3 millions de personnes en 2036, soit un taux de croissance oscillant entre 20 % et près de 29 %.

À l'échelle canadienne, l'effectif de la population dont le français est la première langue officielle parlée (PLOP) passerait de 7,8 millions de personnes en 2011 à entre 8,6 et 9,2 millions de personnes en 2036, tandis que son poids démographique décroîtrait, passant de 23 % en 2011 à moins de 21 % en 2036, avec de légères variations selon le scénario retenu.

Le nombre de personnes ayant le français comme première langue officielle parlée (PLOP) du Canada hors Québec, qui était d'un peu plus d'un million en 2011, varierait entre 973 000 et 1,1 million en 2036. Leur poids relatif de la population (PLOP français) atteindra 3,0 % ou 3,1 % en 2036, en baisse par rapport à 2011 (3,9 %).

Au Canada hors Québec, le nombre de personnes parlant le français comme langue d'usage passera de 620 000 en 2011 à entre 632 000 et 651 000 en 2036, sauf dans le scénario avec faible immigration qui mènerait à une baisse d'effectif, soit 595 000 en 2036. Son poids relatif dans la population totale du Canada hors Québec serait de 1,8 % ou 1,9 % en 2036, comparativement à 2,4 % 2011. Le tableau 3.7 du rapport Houle et Corbeil ci-dessous montre qu'en Ontario francophone (PLOP), tous les scénarios confirment en effet une baisse du nombre de locuteurs. Or, cette baisse n'est pas aussi prononcée que certains l'ont dit et semble se consolider avec stabilité.

Comme en témoigne le tableau de la projection démographique chez les 15-34 ans francophones (PLOP) du RMR de la région Ottawa-Gatineau (gracieuseté de René Houle, 2017), la proportion de francophones (PLOP) de 15-34 ans par rapport à la population à la population d'ensemble de cette même strate d'âge demeure la même en 2036 qu'en 2011, et ce, selon tous les scénarios d'immigration : 32 %. Si le nombre des 15-34 ans peut diminuer, la proportion de francophones au sein de cette population demeurera, elle, très stable.

En revanche, dans l'ensemble de la population francophone d'Ottawa-Gatineau, la proportion des 15-34 ans francophones (PLOP) baissera quelque peu, selon les scénarios : de 27 % en 2011 à 22 % en 2036, à 23 % en 2036 selon un scénario de forte immigration. Finalement, la proportion des 15-34 ans francophones (PLOP) par rapport à l'ensemble de la population baissera de 1 % de 2011 à 2036. Somme toute, les projections statistiques démontrent ici une relative stabilité de la population francophone de la grande région

d'Ottawa-Gatineau pour les 25 ans à venir, selon tous les scénarios. Ces résultats rivalisent avec les perceptions négatives qui croient que la capitale nationale perdra l'ensemble de sa population francophone dans les années à venir. La région demeurera un pôle jeune et francophone du Canada hors Québec.

Tableau 3.7
Effectif de la population de langue anglaise, française et autre, selon trois caractéristiques linguistiques et trois scénarios de projection, régions francophones de l'Ontario, 2011 et 2036

Caractéristique	2011 (ajustée)	2036 (projetée)			
		Référence	Faible immigration	Forte immigration	
nombre (en milliers)					
Ontario francophone	Population totale	556	512	509	514
Anglais	Langue maternelle	358	357	355	357
	Principale langue d'usage à la maison	424	407	405	408
	Première langue officielle parlée	386	379	376	381
Français	Langue maternelle	171	134	134	134
	Principale langue d'usage à la maison	123	97	97	97
	Première langue officielle parlée	169	133	132	133
Autre	Langue maternelle	27	22	20	23
	Langue d'usage au foyer	9	8	7	9
Grand Sudbury	Population totale	165	153	151	153
Anglais	Langue maternelle	112	111	111	111
	Principale langue d'usage à la maison	136	128	127	128
	Première langue officielle parlée	123	119	118	120
Français	Langue maternelle	42	34	34	34
	Principale langue d'usage à la maison	25	22	22	22
	Première langue officielle parlée	42	33	33	33
Autre	Langue maternelle	11	8	7	8
	Langue d'usage au foyer	4	3	3	3
Reste de l'Ontario francophone	Population totale	390	360	357	361
Anglais	Langue maternelle	245	245	244	246
	Principale langue d'usage à la maison	287	279	278	280
	Première langue officielle parlée	262	260	258	261
Français	Langue maternelle	129	100	100	100
	Principale langue d'usage à la maison	98	75	75	75
	Première langue officielle parlée	127	100	99	100
Autre	Langue maternelle	16	14	13	15
	Langue d'usage au foyer	6	5	5	6

Note : Les effectifs de 2011 ont été ajustés pour le sous-dénombrement net.
Sources : Statistique Canada, Enquête nationale auprès des ménages de 2011 et Demosim, 2016.

Projection des populations 15-34 francophones (PPOP)

RMR

d'Ottawa-Gatineau

Total - parties québécoise et ontarienne (en %)

Projection des populations 15-34 francophones (PPOP)

Prop des 15-34 ans francophones/Pop 15-34
ans

2011 ajustée	32
2036 référence	32
2036 faible immigration	32
2036 forte immigration	32

	Prop des 15-34 ans francophones/ pop francophone	
2011 ajustée		27
2036 référence		22
2036 faible immigration		22
2036 forte immigration		23

	Prop des 15-34 ans francophones/pop générale	
2011 ajustée		9
2036 référence		8
2036 faible immigration		7
2036 forte immigration		8

Source : René Houle, 2017, courriel à M. Meunier (6 avril 2017)

Annexe 3 : L'Université d'Ottawa en chiffres

Tableau 1 : uOttawa par langue utilisée

Établissement enseignement	Langue utilisée		Trimestre d'automne 2010- Final	Trimestre d'automne 2011- Final	Trimestre d'automne 2012- Final	Trimestre d'automne 2013- Final	Trimestre d'automne 2014- Final	Trimestre d'automne 2015- Final	Trimestre d'automne 2016- Final	Trimestre d'automne 2017- Final	Trimestre d'automne 2018- Prélim.	
Université d'Ottawa	Anglais	Nombre d'inscrits	27371	28065	29035	29565	29719	28941	28908	28842	29798	
		% du total	69,0 %	68,8 %	69,1 %	69,4 %	69,6 %	69,3 %	69,0 %	69,6 %	70,1 %	
	Français	Nombre d'inscrits	12319	12736	12992	13022	12953	12813	12974	12974	12620	12723
		% du total	31,0 %	31,2 %	30,9 %	30,6 %	30,4 %	30,7 %	31,0 %	30,4 %	29,9 %	
	Non classé	Nombre d'inscrits										5
		% du total										0,0 %
Université d'Ottawa Total	Nombre d'inscrits		39690	40801	42027	42587	42672	41754	41882	41462	42526	
	% du total		100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	

Source : Université d'Ottawa, *Inscriptions officielles - Tendances concernant la langue la plus utilisée par les étudiants*, Ottawa, Recherche institutionnelle et planification, 28 septembre 2019.

Tableau 2 : uOttawa par type d'entrée et langue utilisée

Établissement enseignement	Type d'entrée	Langue utilisée		Trimestre d'automne 2010- Final	Trimestre d'automne 2011- Final	Trimestre d'automne 2012- Final	Trimestre d'automne 2013- Final	Trimestre d'automne 2014- Final	Trimestre d'automne 2015- Final	Trimestre d'automne 2016- Final	Trimestre d'automne 2017- Final	Trimestre d'automne 2018- Prélim.	
Université d'Ottawa	Facultés d'accueil	Anglais	Nombre d'inscrits	19741	20022	20661	20977	20948	20981	21074	20947	21519	
			% du total	69,0 %	68,6 %	68,5 %	68,8 %	68,8 %	68,6 %	68,7 %	69,1 %	69,5 %	
		Français	Nombre d'inscrits	8865	9182	9494	9499	9507	9614	9597	9349	9459	
			% du total	31,0 %	31,4 %	31,5 %	31,2 %	31,2 %	31,4 %	31,3 %	30,9 %	30,5 %	
		Non classé	Nombre d'inscrits										4
			% du total										0,0 %
	Facultés professionnelles	Anglais	Nombre d'inscrits	3566	3717	3775	3796	3918	3296	3225	3098	3230	
			% du total	66,4 %	66,9 %	68,1 %	68,2 %	69,8 %	69,9 %	66,9 %	66,1 %	66,8 %	
		Français	Nombre d'inscrits	1805	1840	1770	1770	1695	1420	1594	1589	1602	
			% du total	33,6 %	33,1 %	31,9 %	31,8 %	30,2 %	30,1 %	33,1 %	33,9 %	33,2 %	
	Études supérieures	Anglais	Nombre d'inscrits	4064	4326	4599	4792	4853	4664	4609	4797	5049	
			% du total	71,1 %	71,6 %	72,7 %	73,2 %	73,5 %	72,4 %	72,1 %	74,0 %	75,2 %	
		Français	Nombre d'inscrits	1649	1714	1728	1753	1751	1779	1783	1682	1662	
			% du total	28,9 %	28,4 %	27,3 %	26,8 %	26,5 %	27,6 %	27,9 %	26,0 %	24,8 %	
		Non classé	Nombre d'inscrits										1
			% du total										0,0 %
Université d'Ottawa Total	Nombre d'inscrits		39690	40801	42027	42587	42672	41754	41882	41462	42526		
	% du total		100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %		

Source : Université d'Ottawa, *Inscriptions officielles - Tendances concernant la langue la plus utilisée par les étudiants*, Ottawa, Recherche institutionnelle et planification, 28 septembre 2019.

Tableau 3 : Études supérieures par type de programme et langue utilisée

Type d'entrée

Cheminement universitaire 1	Type de programme	Langue utilisée		Trimestre d'automne 2010- Final	Trimestre d'automne 2011- Final	Trimestre d'automne 2012- Final	Trimestre d'automne 2013- Final	Trimestre d'automne 2014- Final	Trimestre d'automne 2015- Final	Trimestre d'automne 2016- Final	Trimestre d'automne 2017- Final	Trimestre d'automne 2018-Prélim.
Études supérieures	Maîtrises	Anglais	Nombre d'inscrits	2611	2796	3056	3282	3292	3073	3017	3159	3439
			% du total	68,3 %	69,6 %	71,2 %	72,2 %	73,0 %	71,7 %	71,4 %	73,9 %	75,4 %
		Français	Nombre d'inscrits	1214	1220	1237	1261	1220	1213	1207	1114	1121
			% du total	31,7 %	30,4 %	28,8 %	27,8 %	27,0 %	28,3 %	28,6 %	26,1 %	24,6 %
	Doctorats	Anglais	Nombre d'inscrits	1196	1268	1298	1334	1375	1412	1411	1427	1417
			% du total	76,7 %	76,0 %	75,9 %	75,7 %	74,8 %	74,3 %	73,6 %	73,4 %	74,3 %
		Français	Nombre d'inscrits	364	400	413	428	463	489	507	517	491
			% du total	23,3 %	24,0 %	24,1 %	24,3 %	25,2 %	25,7 %	26,4 %	26,6 %	25,7 %
	Autres programmes	Anglais	Nombre d'inscrits	257	262	245	176	186	179	181	211	193
			% du total	78,4 %	73,6 %	75,9 %	73,3 %	73,2 %	69,9 %	72,4 %	80,5 %	79,1 %
		Français	Nombre d'inscrits	71	94	78	64	68	77	69	51	50
			% du total	21,6 %	26,4 %	24,1 %	26,7 %	26,8 %	30,1 %	27,6 %	19,5 %	20,5 %
Non classé		Nombre d'inscrits										1
		% du total										
Études supérieures Total	Nombre d'inscrits		5713	6040	6327	6545	6604	6443	6392	6479	6712	
	% du total		100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	

Source : Université d'Ottawa, *Inscriptions officielles - Tendances concernant la langue la plus utilisée par les étudiants*, Ottawa, Recherche institutionnelle et planification, 28 septembre 2019.